

solidaire

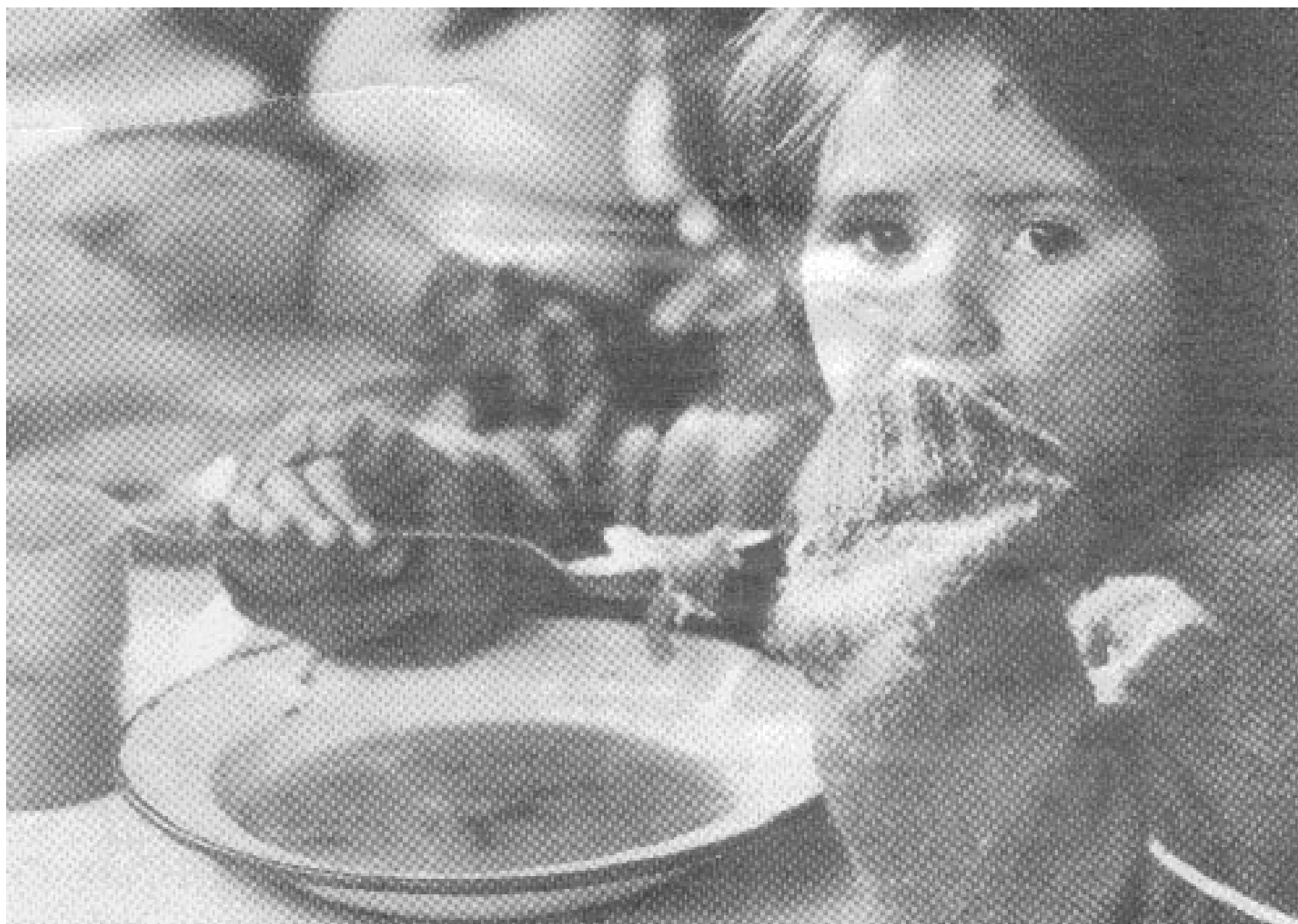
Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 39 (1153) - 9 octobre 1996, 26^{ème} année - 40 F - Dépôt Bruxelles X

2 - 3

Huit années de Dehaene-Di Rupo : La parole aux victimes



5

Syndicats employés :
verts de colère,
rouges de rage

20 -21

Hautes écoles en
Flandre : comme
des entreprises

11 - 14

SUPPLÉMENT
"La Mère"
de Bertolt Brecht



L'inquiétant journal des médecins rouges de Genk

Marc Martens, Milly Tholen et leurs collègues

Dehaene assure que ce sont les dernières mesures d'économie. Il affirme que son gouvernement va pouvoir se consacrer aux problèmes sociaux ces prochaines années. Quel cynisme ! Les médecins de Médecine pour le peuple à Genk ont recueilli les témoignages de leurs patients : comment les mesures de régression sociale précédentes ont apporté la misère dans de nombreux ménages, rendant «les pauvres plus pauvres, les riches plus riches». Il y a longtemps qu'on a dépassé les bornes en matière de soins de santé. Les nouvelles mesures du gouvernement sont d'autant plus révoltantes.

540 F par semaine pour deux

Huit ans de gouvernement Dehaene-Di Rupo : montée alarmante de la pauvreté

La «modernisation» annoncée de la Sécurité sociale consiste, entre autres, en sacrifices pour les invalides cohabitants, en exclusions plus nombreuses encore pour les chômeurs et en transfert plus étendu des coûts de soins de santé au patient. Les récits ci-dessous ont été recueillis avant les nouvelles mesures. Jugez vous-mêmes s'ils vont mieux s'en sortir...

«G.G. a été sérieusement maltraitée pendant son enfance. Toute sa vie en a été fortement marquée. Elle a subi plusieurs dépressions et traitements psychiatriques sur traitement psychiatrique. Il y a des années qu'elle est en invalidité. Au début, mariée et mère de trois enfants, son mari travaille en équipes et elle bénéficie d'une indemnité d'invalidité. La famille s'en sort bien financièrement. Ils peuvent même acheter une vieille maison de mineur, que le mari restaure complètement. Mais leur relation se détériore. Après presque vingt ans de mariage, et malgré les trois enfants, ils décident, après beaucoup de déchirements, de divorcer.

Elle va habiter dans une autre commune à environ 10 km. Là, elle occupe une petite chambre d'à peine cinq mètres carrés, avec juste un lit, une armoire, un évier, une chaise et une petite table. Pour cela, elle paie 7.500 francs par mois. Avec ses 22.000 francs d'invalidité, elle arrive tout juste à s'en sortir. Jusqu'à ce qu'elle doive être hospitalisée à nouveau quelques fois et se retrouve avec des factures à payer. Le CPAS lui impose une guidance budgétaire* : de ses 22.000 francs d'invalidité, elle ne touche plus que 1.500 francs par semaine pour vivre.

Ça marche encore tout juste. Jusqu'à ce que la fille aînée de 16 ans s'installe chez elle, sans l'accord du père. Pendant six semaines, les deux femmes vivent ensemble dans cette petite chambre dont elles partagent le lit. Le CPAS est parfaitement au courant de la situation mais n'intervient, pas sous prétexte que la fille n'est pas officiellement domiciliée dans



Les pauvres toujours plus pauvres, les riches toujours plus riches. Il y a longtemps qu'on a dépassé les bornes en sécurité sociale. Mais Dehaene continue.

cette commune. Elles vivent de 1.500 francs par semaine. Mais la jeune fille va encore à l'école et l'abonnement de bus coûte 960 francs par semaine. Il ne reste donc que 540 francs pour vivre à deux. C'est évidemment impossible. C'est alors que G. m'appelle à l'aide pour la première fois. Elle me demande d'écrire une lettre au médecin de sa mutuelle : Pourrait-il l'autoriser à travailler à mi-temps avec maintien de son invalidité ? Il refuse. Comme elle n'a pratiquement plus rien mangé depuis trois jours et ne peut plus acheter de nourriture pour sa fille, elle va quand même travailler à la récolte de fruits. Le troisième jour, il y a un contrôle et se fait coincer.

«Cher collègue, je sais que je fais une entorse à la loi»

A ce moment, je réalise dans quelle situation elle se trouve. J'appelle le médecin de la mutuelle pour qu'il m'explique pourquoi il a refusé de la laisser travailler. Il me dit littéralement : «Cher collègue, je sais que je fais une entorse à la loi. La loi me demande seulement d'attester si elle peut travailler à mi-temps ou non. Comment elle le fait, ce n'est absolument pas mon affaire. C'est à elle de régler ça avec son employeur. Nous disons seulement qu'elle ne peut fournir que la moitié d'une charge normale de travail. Qu'elle

travaille trois jours par semaine, ou une demi-journée tous les jours, ou qu'elle travaille à un rythme plus lent que d'autres, en fait tout cela est légalement en ordre. Mais ici au Limbourg, l'inspection sociale exige de nous, médecins conseils, que nous mentionnions sur notre attestation de quelle heure à quelle heure quelqu'un peut travailler. C'est simplement pour faciliter le contrôle sur le travail en noir. En fait leur exigence est abusive : pris au pied de la lettre, ce n'est pas légal. Et je sais que si j'écris qu'elle peut travailler de 8 h à midi, elle ne sera jamais contrôlée pendant ces heures-là. Mais à midi quart, le contrôleur sera là. Dans son cas, après trois semaines un patron va lui demander de rester quelques heures de plus, elle ne pourra pas refuser et elle va se faire prendre. C'est pour cela que je ne lui ai pas donné d'autorisation. Mais je ne savais pas qu'elle était dans une situation aussi difficile.»

Je lui explique qu'elle s'est quand même fait prendre. Il se met à se lamenter: «C'est une catastrophe ! Ça fait bien quinze ans qu'elle est en invalidité. Si l'affaire passe au tribunal, ils peuvent la condamner à rembourser toute l'invalidité des quinze années complètes ! Au minimum, elle devra rembourser les jours de travail. Mais elle peut aussi tomber sur un juge refusant de croire qu'elle n'a travaillé que trois jours.»

Il a fallu encore deux semaines avant que la fille ne soit domiciliée chez sa mère et qu'elle reçoive une aide du CPAS. Je ne sais pas comment elle a fait pour survivre ces deux semaines. Nous attendons maintenant de voir ce qui va se passer quand son affaire passera au tribunal.»

* En prenant la guidance budgétaire d'une personne, le CPAS gère son compte bancaire. Il paye certains frais fixes (loyer, électricité, chauffage) et donne chaque semaine un chèque pour les autres frais.

Les malades cohabitants également frappés

Toutes ces histoires sur les 80.000 francs d'indemnité d'invalidité de la famille Dutroux, Dehaene en profite pour présenter une mesure supplémentaire de démantèlement social. Il veut introduire la notion de «cohabitant» pour les malades dans leur première année d'invalidité (indemnité primaire de maladie). Les personnes qui sont dans le cas verront leur indemnité passer de 60 à 55 % du salaire brut. Cette catégorie de cohabitant a été introduite pour les chômeurs, il y a quinze ans, par le «socialiste» De Wulf. Par après, elle a été étendue aux invalides à partir de leur deuxième année de maladie. La prise en compte de la situation familiale des malades constitue un sérieux recul social, surtout quand on pense aux frais fixes supplémentaires qu'ils doivent supporter.

C'est le cas de B.G., qui a recueilli chez elle sa sœur handicapée après la mort de leur mère. «Après quelques mois, elle constate une forte augmentation de ses notes d'eau et de gaz. En effet, sa sœur doit être lavée tous les jours par l'infirmière et la maison doit alors être mieux chauffée. Sa sœur touchant une indemnité d'invalidité d'environ 35.000 francs, elles s'en sortent. Jusqu'au mois de mai 95, lorsqu'elles reçoivent une lettre les informant que le gouvernement prélève forfaitairement 5.000 francs d'indemnités par mois aux handicapés. Ça fait une perte de revenu annuelle de 60.000 francs. Le surcoût de chauffage et d'eau représente au moins 25.000 francs. L'un dans l'autre, elles perdent donc 85.000 francs par an.»



Pour ce bébé atteint de méningite, le Rifampicine est remboursé. Mais pour le reste de la famille, obligée de se prémunir contre la contamination, le coût est de 3.120 F.

Les médicaments deviennent une catastrophe financière

Un médicament disparaît pour... bénéfique insuffisant

«Un jour, je suis appelé en urgence à domicile. Le bébé de la famille a 40° et semble faire une méningite. Pour éviter la contamination, toute la famille doit prendre des médicaments. Il y a un problème : le médicament n'est remboursé que pour le bébé. Une cure de Rifampicine coûte 520 francs par personne. Pour toute la famille, ça fait 3.120 francs. "Je ne les ai tout simplement pas", dit la mère. Déduction faite du loyer, de l'eau, de l'électricité et du remboursement des dettes, il ne lui reste que 15.000 francs pour vivre à sept ! Le coût des médicaments engloutirait un cinquième de cette somme. Et reste la facture de l'hôpital...»

L'inspecteur de santé provincial connaît un médicament de deuxième choix, moins efficace, mais qui est remboursé. Les deux petits

prendront le médicament coûteux, les autres devront se contenter du médicament de second ordre... Voilà comment la cherté des médicaments conduit à une médecine à deux vitesses.»

Pour de plus en plus de malades, les médicaments deviennent une véritable catastrophe financière. Le PTB réclame la nationalisation de toute l'industrie pharmaceutique. Ce n'est pas simplement un slogan mais une amère nécessité. Nous en voulons pour preuve le récit suivant : on a tout simplement cessé la production d'un médicament utile et bon marché parce qu'il ne rapportait pas assez. «Dans sa jeunesse, T. fonce dans un arbre en voiture. Accident de week-end typique. Il en sort paralysé et va passer le reste de sa vie en chaise roulante. Il a aussi des

problèmes pour contrôler son sphincter. Un médicament, le Daricon, semble bien l'aider. De plus, il n'est pas cher : 60 francs par mois. Or, le produit disparaît subitement du marché. Le pharmacien demande à la firme pourquoi il n'est plus disponible. Celle-ci répond qu'ils n'ont pas obtenu du ministère l'autorisation d'en augmenter le prix et qu'à ce prix-là, ils ne voulaient plus le produire. Je contacte un urologue. Lui aussi est bien embêté par cette affaire car il n'a pas de solution de rechange satisfaisante. Finalement, le pharmacien apprend que l'on peut encore se procurer le produit en poudre en France. Seulement, ça revient nettement plus cher pour mon patient en chaise roulante : environ 1.000 francs par mois...»

Et voici la douloureuse...

Pour se faire une idée de ce que les décisions prises dans le cadre du budget 97 coûteront aux ménages de travailleurs, rien ne vaut un cas concret.

Monsieur et madame Dupont travaillent. Lui, à plein temps, gagne 600.000 F brut par an. Elle, à temps partiel, touche 450.000 F. Leur revenu net annuel s'élève à 834.000 F, soit un revenu mensuel de 64.200 F (en tenant compte d'un 13e mois). La famille Dupont n'est pas pauvre, mais elle est loin de vivre dans le luxe.

- Le premier enfant des Dupont a 7 ans. A cause du budget 97, son allocation familiale va être amputée de 452 F par mois. C'est une perte sèche de 5.424 F par an.
- Monsieur Dupont doit subir une légère intervention hospitalière pour un problème de prostate. Rien de grave. Mais le ticket modérateur pour l'admission à l'hôpital a augmenté de 500 F.
- Comme tout le monde, les

Dupont ont une voiture. Ils s'en servent surtout pour faire les courses, conduire les enfants à l'école, une petite excursion le week-end et puis les vacances bien sûr. Pas plus de 20.000 km par an. L'augmentation de 2F par litre du prix de l'essence (qui n'est pas répercutée dans l'index) grèvera néanmoins leur budget de 3.200 F par an.

- Le soir, le papa Dupont aime boire une bonne chope avant d'aller dormir. Monsieur Dehaene, qui veille sur notre santé, a décidé que ça lui coûterait désormais un franc

de plus: 360 F par an.

- Mais le plus grave pour la famille Dupont, c'est que le gouvernement a décidé de prolonger de deux ans la non-indexation des barèmes fiscaux. Si, pour ces deux années, l'inflation totale est de 3,2% (ce sont les estimations du Bureau du Plan), cela représentera une perte de revenus annuels d'environ 8.400 F.

- Au total, la famille Dupont va donc déboursier 17.884 F (en base annuelle) pour payer le budget 1997. Merci Dehaene, merci Maystadt, merci Di Rupo !

Ce que le budget 97 va coûter à une "famille modèle"
Revenus imposables: 600.000 F (mari) + 450.000 F (épouse)

Diminution de l'allocation familiale pour le 1er enfant	5.424 F
Augmentation du ticket modérateur d'hospitalisation	500 F
Augmentation du prix de l'essence	3.200 F
Augmentation de taxes sur la bière	360 F
Non-indexation des barèmes fiscaux	8.400 F
FACTURE TOTALE (coût annuel des mesures)	17.884 F.

Quand on ne peut même plus payer le marchand de patates

Les femmes de la fabrique de champignons Gowa à Heusden-Zolder l'avaient déjà dit : chez nous, c'est toujours l'époque de Germinal. Récit sur la pauvreté grandissante à Sledderlo, un quartier de Genk.

«Aujourd'hui, R. vient me parler du marchand de patates qui fait la tournée du quartier. Ce dernier est véritablement tourmenté par la misère qui, ces dernières années, touche une partie de ses clients. Il est amené à livrer des patates ici et là chez des gens qui ne pourront pas le payer immédiatement. Il lui est déjà arrivé de ne plus voir son argent pendant des mois. "Je ne

peux quand même pas laisser ces gens crever de faim", dit-il. D'après R., le marchand aurait déjà actuellement 1 million de francs de crédit rien que dans son quartier.»

«Une autre femme m'appelle en visite à domicile. A. est une femme seule de 65 ans et habite un bel appartement de la Dieplaan. Quand j'arrive chez elle, elle est en pleine crise de nerfs. Il y a trois mois qu'un drogué habite sa cave. Elle n'ose plus y aller. Le gérant de l'immeuble a déjà prévenu la commune, ils sont venus voir, mais n'ont rien fait régler la situation.»

Un octogénaire ne parvient plus à régler ses frais d'hospitalisation

«M. est pensionné mineur. Il a souffert de silicose et on lui reconnaît un taux d'invalidité de 80 % pour maladie professionnelle. Il a travaillé dur toute sa vie. Il a pu payer des études à ses enfants. Ceux-ci habitent maintenant à l'autre bout du pays. À près de 80 ans, il est victime d'une hémorragie cérébrale. Il en reste paralysé d'un côté. Il est hospitalisé puis placé dans un home de soins. Après trois mois de prise en charge, le coût journalier à payer personnellement s'élève à 1.500 francs, soit 45.000 francs par mois. Sa femme est elle-même atteinte d'un cancer et ne se débrouille plus tellement bien. Elle décide cependant de le reprendre à la

maison et de le soigner elle-même. Autrement, il ne resterait plus rien de leur pension. Elle doit être à sa disposition nuit et jour. Sept jours sur sept. Après six semaines, elle est tellement fatiguée et tendue que nous devons à nouveau hospitaliser le mari d'urgence. Après quelques mois de placement, le même scénario se répète. Et ça continue ainsi depuis déjà deux ans. Depuis quelques années, le gouvernement a aussi décidé que l'indemnité de maladie professionnelle ne serait plus exempte d'impôts. Il perd ainsi près de la moitié de son indemnité pour maladie professionnelle.»

«Employée-actionnaire» roulée

«Les ouvriers sont surprotégés, les charges sont trop lourdes pour les entrepreneurs, on décourage toute initiative.» Ça, c'est la version officielle. La réalité est autre, la sécurité juridique des ouvriers recule, comme l'atteste le récit suivant. «G. travaille dans un magasin. Les 9 derniers mois, elle n'a plus reçu un franc de salaire ! Le patron est une vieille connaissance. Il a tellement bien embobiné son personnel qu'ils ont tous pris des participations dans le magasin. B. y a injecté

250.000 francs de ses économies durement gagnées. Maintenant, le magasin va mal. Il y a des mois qu'on les tient en haleine : ils auront leur salaire le mois prochain. Quand ils finissent, bien trop tard, par s'adresser au syndicat, il apparaît après enquête que ça fait des mois que leur patron est occupé à l'autre bout du pays à ouvrir une autre affaire avec leur argent. Quant à elle, ça fait quelques semaines qu'elle est à l'hôpital, complètement déboussolée.»

69.800 F/an de frais et la pension des femmes diminue !

Dehaene veut diminuer les pensions des femmes. Encore plus. Les témoignages suivants montrent clairement les problèmes que vont connaître de plus en plus de femmes.

demande comment les autres pensionnés doivent faire pour payer le médecin et le pharmacien", dit-elle. La pension moyenne en Belgique est de 24.000 francs par mois.

«L'an dernier, les médicaments de P. lui ont coûté 69.800 francs. Elle a 73 ans, souffre d'hypertension, d'affection intestinale, d'arthrose et est souvent dépressive. Heureusement, elle a une bonne pension de veuve. "Je me

Un autre patient me raconte que sa femme doit aller chaque mois chez l'oculiste pour un traitement au laser. Pour chaque séance (un quart d'heure tout au plus), elle doit payer 9.061 francs.»

EDITORIAL

L'ouragan

Herwig Lerouge

«C'est un véritable ouragan qui s'est abattu sur notre pays ces dernières semaines.» Dehaene et Albert II en sont restés bouche bée pendant un bon moment. «La confiance de nos concitoyens dans nos institutions est ébranlée» (1), dit Dehaene. C'est le moins qu'on puisse dire. Quelques commentaires de presse : «L'Etat est au cours d'une crise de confiance»; «La porte est ouverte à toute les dérives»; «Une crise fatale».

Depuis des semaines les gens se demandent : dans quelle société vivons-nous où des individus comme Dutroux et Nihoul peuvent s'enrichir en torturant ou en tuant des jeunes filles et des enfants ? Ils ont été choqués en apprenant que toute cette douleur aurait pu être évitée si la gendarmerie n'avait pas manipulé cette enquête pour étendre son contrôle sur l'appareil policier. Le calvaire des parents des enfants disparus a révélé à quel point notre système judiciaire méprise le peuple et protège les bourgeois, même les plus pervers. La confiance dans le gouvernement, la justice et les services de police est au plus bas. Des centaines de milliers de travailleurs exigent que l'enquête soit menée jusqu'au bout, que les clients et les organisateurs des réseaux soient dénoncés et poursuivis et que toute la clarté soit faite sur la façon dont l'enquête a été menée. Les tentatives d'enterrer l'affaire sont immédiatement dénoncées. La méfiance est à son comble et c'est une bonne chose. La population exige des réformes démocratiques du système judiciaire et policier.

Le gouvernement tremble à l'idée qu'un grand mouvement social ne vienne s'ajouter à cette révolte démocratique.

Pour désamorcer la bombe, Dehaene proclame d'abord que «la Justice doit faire toute la clarté et poursuivre les enquêtes jusqu'au bout» (1). Mais au même moment, il ordonne à ses policiers de se taire et d'arrêter les révélations. Cela s'appelle empêcher que la



Sous le capitalisme, tout est marchandise : les voitures, les matières premières, l'enseignement, le corps humain en entier ou sous formes d'organes et maintenant aussi le corps des enfants.

vérité éclate. Il annonce déjà que l'enquête sur l'enquête sera traînée en longueur : «pas de conclusions hâtives, pas de généralisations jetant l'opprobre sur telle ou telle institution... pas de conclusions sauf sur la base d'un dossier complet». (1)

Ensuite, il feint d'avoir compris. «Nous avons été contraints de privilégier pendant des années la dimension budgétaire... Sans relâcher les efforts, nous devons déplacer l'accent vers d'autres tâches... la sécurité, moderniser la Justice, stimuler l'emploi, lutter contre la pauvreté...» (1)

C'est du vent. Au moment où ils demandaient une minute de silence pour les enfants disparus, Dehaene et ses amis du gouvernement savaient déjà qu'ils allaient diminuer de 5.000 francs par an les allocations familiales des enfants de six ans. Et ont-ils demandé à Onkelinx, Grafé et Vandebossche de réembaucher les milliers d'enseignants mis à la porte, au moins 6.000 dans le seul secondaire francophone ? Ces licenciements préparent les enfants des travailleurs à un enseignement produit blanc conduisant au chômage ou à des emplois et des salaires produit blanc. Dehaene gère un système qui n'a plus rien à offrir aux enfants.

Le système de Dehaene n'a plus rien à offrir non plus aux plus âgés qui, après avoir trimé toute leur vie, aspirent à un repos bien mérité. Les patrons les jettent à 50 ans après les avoir pressés comme des citrons. Dehaene ne les

compte même plus dans ses statistiques de chômage. Mais il oblige désormais les femmes à atteindre aussi 65 ans pour avoir droit à leur pension. En exigeant qu'elles aient 45 ans de carrière, il leur enlève pratiquement toute possibilité d'obtenir une pension complète. Déjà il prépare les attaques contre les prépensions. Les maisons de repos deviennent encore un peu plus inabordable. Une retraite tranquille devient un luxe uniquement réservé aux riches

La société de Dehaene n'est plus capable de défendre les malades.

Aujourd'hui un ménage moyen paie de sa poche 60.000 francs par an en frais médicaux. Les soins de santé deviennent un privilège réservé aux riches. C'est le dernier effort, la fin de l'austérité, murmure Dehaene. Détrompez-vous. Le ministre des finances allemand Waigel a annoncé la prochaine étape : 0 % de déficit. La destruction des pensions des services publics est encore à venir. Les attaques aux pensions coûteront en 2009 seize fois plus qu'aujourd'hui.

Tout comme dans l'enquête sur Dutroux, les seuls qui restent hors de portée, ce sont les riches et les puissants.

Toutes ces mesures rendent les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Dehaene ne touche ni à Albert Frère qui vient d'emporter 50 milliards pour la vente de ses parts de Tractebel, ni aux banques et leur bénéfice de 54 milliards

en 1995, ni aux entreprises qui ont augmenté leurs bénéfices de 100 milliards la même année. 15 ans d'austérité ont conduit les salariés à céder chaque année 650 milliards aux riches et aux patrons.

Les mesures de Dehaene aggraveront les problèmes. En faisant travailler plus longtemps les anciens il prive encore plus de jeunes d'une chance de trouver du travail. Il sabre encore 10 milliards dans les services publics, jetant au chômage des milliers de contractuels. L'austérité diminuera de 20.000 francs par an le revenu des ménages. Les gens ne sont même plus sûrs de leur pension. Ils épargneront encore plus et la crise s'aggravera.

«L'heure est à la réflexion sur les valeurs et les priorités de notre société» (1), dit Dehaene. Et il nous suggère une piste de réflexion : «Si tout peut être acheté avec de l'argent et si la soif de profit devient le seul mobile, on crée un monde où ce genre de comportement pervers (à la Dutroux) peut se développer et où l'homme n'est plus la valeur suprême de la société.»

Ce monde pervers a un nom. C'est le capitalisme, dont Dehaene et ses amis du PS sont les porte-parole et les gérants. Le capitalisme a produit un monde où tout est marchandise. Tout est à vendre du moment que ça rapporte: les voitures, les matières premières, l'enseignement, le corps humain en entier ou sous formes d'organes et maintenant aussi le corps des enfants.

«Nos difficultés sont celles de toute l'Europe», concède Dehaene. Pas seulement de l'Europe, mais de l'ensemble du monde capitaliste.

Il ne faut pas essayer de sauver ce système inhumain, comme le propose Philippe Moureaux. Il faut le combattre. Il ne peut plus rien apporter de bon à l'immense majorité de la population. Notre seul souci doit être de défendre les intérêts des travailleurs. Nous le ferons en combattant pour l'alternative incarnée par notre référendum. Nous le ferons en soutenant le combat des parents des enfants disparus.

1. Communication gouvernementale, 1 octobre 1996

Les bombes à retardement du gouvernement

Economies dans les pensions : multipliées par 16 d'ici 2009 !

Jo Cottenier

Dans le contexte de crise de régime que nous connaissons, le gouvernement a pris soin de très peu toucher aux allocataires et aux pensionnés actuels. Du moins à court terme. Car ces mesures vont sérieusement affecter les revenus des générations futures. Elles minent également les fondements de la Sécurité sociale.

Le gouvernement ampute la Sécurité sociale de 23 milliards en 1997. En quelques années, ce chiffre va doubler. En 2005, ce montant va pratiquement tripler : il s'élèvera à

64 milliards. Comment ? La plupart des mesures sont spécialement conçues pour affecter les futurs allocataires ou pensionnés. Leur champ d'application s'étend de plus en plus et frappe un nombre croissant de personnes. Ainsi, la réforme des pensions ne rapportera que 1,85 milliard de francs en 1997, mais ce chiffre va croître avec les années pour atteindre 20,86 milliards en 2005, et 28,28 milliards en 2009 (16 fois plus qu'en 1996) ! Même chose pour les allocations familiales. A partir de 1997, c'est lors des glissements d'âge que les mesures se feront sentir. Vous ne

toucherez pas moins pour votre enfant de cinq ans, mais bien quand il en aura six.

La méthode des bombes à retardement montre deux choses. Premièrement, la profonde crainte du gouvernement d'un mouvement de lutte qui s'ajouterait à la crise politique suscitée par les affaires Dutroux et Cools. Cela prouve que c'est plus que jamais le moment d'avancer des revendications anticapitalistes radicales et des revendications démocratiques qui touchent le cœur du système. Deuxièmement, le démontre aussi que le gouvernement ment quand il pré-

tend que «le plus dur est derrière nous». Les mesures dans la Sécurité sociale seront ressenties dans les années à venir. Elles sont structurelles : elles touchent aux mécanismes mêmes. La destruction des allocations familiales s'accélère. Dans l'assurance-maladie, le système de «cohabitant» est désormais étendu à la première année d'incapacité de travail. Les pensions subissent des ponctions qui vont peser de plus en plus lourd et les pensions du service public seront bientôt dans le collimateur. Dehaene a déjà annoncé que le système des prépensions est intenable. Lors du sommet de

Dublin, les gouvernements européens ont convenu qu'il faudrait non seulement continuer les efforts pour maintenir les 3 % de Maastricht, mais qu'il faudrait fixer un nouvel objectif pour les pays qui participent à l'Union monétaire : atteindre 0 % de déficit budgétaire. Cela montre bien l'avenir que le capitalisme prépare pour les générations futures : exploitation, misère, chômage et flexibilité en prime. Le socialisme est la véritable alternative à ce système barbare qui accumule la richesse d'un côté et la pauvreté de l'autre. Comme le disait Marx.

«Verts de rage et rouges de colère !»

Bruxelles : meeting de combat, en front commun, des syndicats des employés

«Nous ne sommes pas là pour nous compter en verts et rouges, nous sommes là parce que nous sommes verts de rage et rouge de colère !» Les paroles inspirées se succéderont durant le meeting combatif des centrales des employés du Brabant. «Qui lutte, peut perdre, qui ne lutte pas a déjà perdu», observait un syndicaliste.

Paul De Mont

«Les travailleurs, c'est comme les pavés : à force de marcher dessus, on finit par les ramasser dans la gueule.» Plus de 1.200 militants du SETCa-BBTK, de la CNE et de la LBC étaient présents à l'appel, vendredi 4 octobre, dans la salle de la Madeleine à Bruxelles. Dans son discours d'ouverture, Hugo De Vadder (LBC) réduit à néant toutes les illusions de ceux qui croyaient que les effets des

mesures budgétaires seraient moins graves que prévu : «Vous avez, Monsieur Dehaene, passé votre examen mardi dernier et bien que le parlement vous ait donné son accord, nous ne pouvons malheureusement pas vous donner satisfaction. Les nouvelles mesures, bien que dispersées et diverses, frapperont durement et par un effet cumulatif d'importants groupes constitués des mêmes personnes, les familles des travailleurs. Mais les revenus du



Raymond Coumont, CNE.



Albert Faust, SETCa.

capital et des fortunes sont à nouveau traités avec une prudence extrême.» Après quoi, Albert Faust (SETCa-BBTK) lance le thème central : «Il faut changer de cap, refuser énergiquement toute nouvelle politique d'austérité, oser s'en prendre aux vrais privilégiés de ce pays. Par exemple : un impôt exceptionnel sur les grandes fortunes.»

Les leçons de 1993

Albert Faust s'en prend violemment à la manière dont le mouvement a été arrêté en décembre 1993 et à ceux qui, aujourd'hui, prennent la défense du gouvernement en détournant la lutte vers les négociations pour l'accord interprofessionnel : «Mais oui, n'est-ce pas, ce budget "aurait pu être bien plus pire" et on nous promet en compensation de bonnes négociations pour un accord interprofessionnel... dans le carcan d'une norme salariale sans aucune compensation en

matière de création d'emplois.» Au nom du SETCa-BBTK, Albert Faust propose un plan de lutte. «Une multiplication d'assemblées d'information à travers le pays, des meetings communs FGTB-CSC, des soirées d'information sur les pensions, l'édition d'argumentaires, la préparation à travers les assemblées, les meetings et les réunions en entreprises d'une grande manifestation nationale avec au préalable des manifestations régionales — la manifestation nationale peut prendre la forme de marche sur Bruxelles, des grèves générales interprofessionnelles, précédées par des actions de grève tournantes —, une grande manifestation européenne pour l'emploi et donc pour la réduction du temps de travail "35-32 h".»

Une autre société

Albert Faust : «Nous ne voulons pas de ce système qui engendre les monstres qui sont sortis au grand jour en ce mois d'août. Il nous faut

réinventer l'espoir d'une autre société humaine. Et cela commence par le refus de ce que l'on ne veut pas ou plus.»

Raymond Coumont poursuit : «L'ensemble de notre société découvre avec horreur ce que bien des gens savaient et ce qu'une minorité dénonçait depuis longtemps en prêchant dans le désert. Un système économique où le règne de l'argent-roi et de l'argent fou permet de tout vendre et de tout acheter, un système économique où plus rien n'échappe à une marchandisation effrénée, y compris le commerce d'enfants et d'êtres humains. Un système que l'on nommait hier capitalisme et que l'on appelle aujourd'hui pudiquement l'économie de marché.»

Ce débat doit aussi être mené en toute ouverture, si le syndicalisme de combat veut préparer en toute conscience les prochaines élections en Belgique et en Europe, comme le suggère Albert Faust.

La compétitivité, je l'aime, un peu, beaucoup, pas du tout ?

Débat entre Riccardo Petrella et Jo Cottenier, modérateur Claude Demelenne

Mercredi 30 octobre à 20 heures
Centre International
Bd M.Lemonnier 171, 1000
Bruxelles

- Riccardo Petrella est professeur à l'UCL. Il travaille pour la Commission européenne et est à la base du Club de Lisbonne, un cercle de 18 universitaires et hommes d'affaires qui se penchent sur les "grands problèmes sociaux". Ses idées font fureur dans le monde syndical et dans le mouvement tiers-mondiste.
- Jo Cottenier est collaborateur

à la revue Études Marxistes, coauteur de "Le temps travaille pour nous", une analyse marxiste du capitalisme et du syndicalisme contemporains. Il a publié une critique marxiste des positions de Petrella.

• Claude Demelenne, journaliste de formation, a écrit un livre sur Guy Spitaels et un autre sur José Happart, avec Bénédicte Vaes, journaliste au Soir. Il a récemment démissionné du PS, dans une lettre ouverte à Philippe Busquin.

«Il est de notre foutu devoir de réagir»

La CGSP introduit un préavis de grève

Nadine De Groof

Introduire un préavis de grève pour tous les services publics, pour permettre une action directe dès qu'une mesure, une seule, est prise contre les pensions des fonctionnaires; et, encore avant fin octobre, une marche syndicale pour une réduction draconienne de la durée du temps de travail, sans perte de salaire et avec engagements compensatoires : telles sont les deux décisions prises par le comité national du syndicat de la fonction publique, la CGSP, le vendredi 4 octobre.

«Ce budget n'est pas neutre, au contraire, il est très lourd pour les plus faibles de notre société : les

malades et les chômeurs. Comme le concept d'isolé, introduit dans l'assurance-maladie.» C'est ainsi que les membres de la CGSP jugent le budget.

Pour nous, c'est un budget inacceptable

«Si Dehaene, Di Rupo et Vande Lanotte trouvent que c'est un bon budget, c'est eux qui le disent. Pour nous, c'est un budget inacceptable parce qu'il frappe une fois de plus les travailleurs et ne touche pratiquement pas les riches. Quoi qu'ils en disent, il va faire mal.» Tel est le message à l'adresse de la FGTB, à qui il est demandé

d'organiser le plus vite possible une réaction massive.

Le gouvernement dit que l'emploi est sa préoccupation principale. «Du bluff», estime le président Lorez. En mai, le syndicat a encore signé un protocole, une sorte de contrat d'avenir pour les services publics. Le gouvernement y promettait le maintien de l'emploi et le respect du statut. Mais des plans pour la BRTn et des événements qui concernent la RTM à Ostende, il ressort qu'ils nous ont carrément trompés. On peut organiser une marche pour l'emploi. «Dans cette marche, je ne veux pas marcher avec Dehaene ou Vandebosche, car eux aussi sont tous pour l'emploi», disait clairement un

secrétaire. Comme la FGTB l'avait exigé à son dernier congrès, cette marche doit défendre la semaine de 32 heures avec maintien du salaire et engagements compensatoires.

La crédibilité du syndicat sur la sellette

Aujourd'hui plus que jamais, la crédibilité du syndicat est en danger. Les responsables CGSP affirment : «Nous avons une responsabilité écrasante, la société nous désignera comme complices si nous laissons faire.» «Il n'est pas permis que nous nous retranchions derrière le silence de la

base; si c'est ainsi, alors il est de notre foutu devoir d'informer nos gens et de veiller à ce qu'il y ait un nouveau "samedi rouge". Sans quoi nos militants nous tourneront le dos parce qu'ils ne nous croiront plus.»

Et en effet, certains dirigeants syndicaux donnent l'impression de rouler "le pied sur la pédale de frein". Ils ont peur de mobiliser les gens à fond et d'appeler à rejeter par la grève ces plans gouvernementaux.

C'est pourtant la seule possibilité de n'être pas mis de côté par les gens, dans le même sac que les politiciens, le SP et le PS, la Justice et tous ceux qui ne les écoutent jamais.

Le destructeur de papier de la gendarmerie ne chôme pas

Téléoustique dévoile les agissements ahurissants de l'état-major de la gendarmerie

Claude Thirault, arrêté avec Dutroux et libéré depuis, avait informé la gendarmerie des plans de Dutroux en 1993. La gendarmerie de Charleroi déclare aujourd'hui qu'elle n'a rien trouvé dans ses archives. Pas étonnant. La gendarmerie n'est pas à un mensonge près et a détruit tout document qui la met en cause. Un membre de l'état-major de la gendarmerie le déclare à *Téléoustique*. (1)

Herwig Lerouge

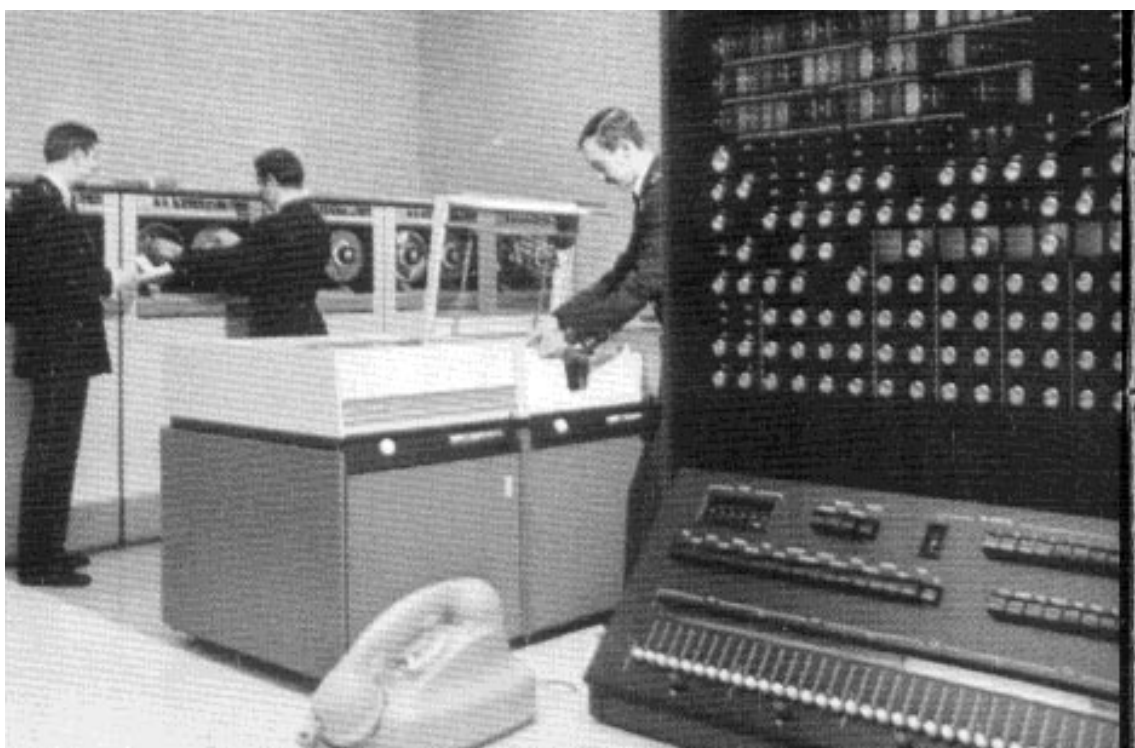
Sans doute, la gendarmerie de Charleroi n'a-t-elle pas dressé procès-verbal (PV) des déclarations de Thirault (voir page 7). Elle s'est limitée à un rapport interne envoyé au BCR, le Bureau central de renseignements à Bruxelles. Mais il sera difficile de trouver encore dans les archives du BCR des documents à charge de la gendarmerie dans l'affaire Dutroux. Un membre de l'état-major affirme que «de nombreux documents papier ont été détruits... notamment le compte-rendu détaillé d'une opération de surveillance menée devant chez Dutroux en septembre 1995... Les documents détruits étaient la preuve que les informations "douces" (2) concernant Dutroux n'ont pas été exploitées» (1)

Pour tromper d'éventuels enquêteurs chargés d'une enquête à la gendarmerie, le commandement du BCR aurait en outre dispersé les informations reçues dans différents programmes informatiques. L'état-major ne semble avoir de plus grand souci que d'empêcher que la vérité éclate. «Depuis que le BCR est accusé de rétention d'informations... les postes téléphoniques de certains bureaux sont mis sur malicieux.... L'énergie dépensée est beaucoup plus gran-

de pour essayer de retrouver les éventuelles fuites que pour faire avancer les enquêtes actuelles... Pour certains gendarmes haut gradés, le but prioritaire à tout autre but, est de conserver une image de marque sans taches de la gendarmerie.» (1)

Bourlet et Connerotte sous haute surveillance

Depuis plusieurs semaines, le commandement tente de tirer profit de la grande popularité des juges de Neufchâteau. Ce qui n'est qu'usurpation scandaleuse. Car en détruisant des renseignements en sa possession il met en danger l'enquête de ces juges. «Officiellement, Neufchâteau n'est pas aussi riche en informations que l'était le BCR», dit le membre de l'état-major. (1) De plus, la direction de la gendarmerie s'est arrangée pour pouvoir suivre l'enquête dans ses moindres détails. «Officiellement, la gendarmerie aurait eu connaissance de menaces pesant sur les magistrats de Neufchâteau et aurait offert "gracieusement" ses services pour les protéger. Or, il faut savoir que l'Escadron Spécial d'Intervention (de la gendarmerie), chargé de leur protection, remet très régulièrement au BCR



La gendarmerie a fiché 1,5 millions de personnes et enregistré 400.000 photos.

des rapports sur les activités des magistrats qui sont surveillés de près dans leur enquête...» (1) Sans doute le commandement espère-t-il également obtenir ainsi des informations "douces" sur les juges, au cas où ceux-ci voudraient creuser aussi dans les jardins secrets de la gendarmerie.

Les gens sont très puissants et bien informés

L'interviewé suggère que la direction de la gendarmerie pourrait avoir encore d'autres motifs pour freiner l'enquête : «Il y a de quoi être inquiet (à propos de l'enquête, ndr) lorsqu'on... parle de dossiers de pédophilie et que l'on sait que l'un ou l'autre officier supérieur est

fortement suspecté d'avoir de tels comportements coupables — à savoir un colonel en retraite et deux colonels d'active... Ces personnes ont été prises en flagrant délit. Le premier dans un manège avec une jeune personne. Le second a été vu dans des endroits bien connus de nos services en ce domaine et le troisième (a un) partenaire, une personne de couleur... mineur d'âge au début de leur relation... Ces gens sont puissants et surtout très bien informés, donc presque intouchables. ils ont des moyens de pression.» (1)

Pourquoi, se demande le gendarme, le Parquet de Neufchâteau «perquisitionne chez des gendarmes subalternes (alors qu') auprès de la PJ, on perquisitionne tous azimuts, y compris auprès des

officiers supérieurs. Alors, lorsqu'on sait ce que je viens de vous expliquer, qu'un lieutenant par exemple était soupçonné d'infractions aux mœurs et a ouvert une boîte "spéciale" en Thaïlande, que des officiers participent à des repas payés par des hommes bien connus dans des milieux maffieux, qu'un commandant perçoit des avantages matériels d'une firme de dépannage à Charleroi, des questions peuvent être posées.» (1) En effet.

1. *Téléoustique*, 3 octobre 1996, pp31-33

2. Les informations "douces" sont des informations collectées par les unités sur le terrain que l'on n'estime pas nécessaire de mettre sur un PV. A partir du moment où ces informations ne sont pas consignées dans un P.V., le parquet n'en a pas connaissance.

Une police totalitaire

Dénoncer la gendarmerie sert la démocratie

Herwig Lerouge

«Dans mon esprit, la dénonciation de ces faits sert la démocratie... Cela me fait penser à des pratiques dans certaines polices d'Etats totalitaires. J'ai parfois l'impression que nous sommes un Etat dans l'Etat.» (1) Voilà comment le membre de l'état-major justifie ses révélations.

Il déclare que la gendarmerie profite de ses missions pour collecter des renseignements sur la vie privée de personnalités sans aucun contrôle extérieur. Elle les stocke «en estimant qu'elles pourraient être intéressantes pour l'avenir». Il donne un exemple de filature du ministre X, effectuée par l'LESI, dans le cadre d'une affaire financière. «Un rapport est fait à

propos des va-et-vient du ministre ou des protagonistes, de leurs contacts ou encore s'ils ont une maîtresse par exemple ou toute faiblesse dans leur vie privée. Cela ne mérite pas un P.V. mais ces infos sont stockées sous forme de textes et de photos qui seront recopiés dans un ordinateur.» (1) A quoi doivent servir ces renseignements jalousement gardés ? Il ajoute que la gendarmerie ne dédaigne aucune méthode, aussi écoeurante qu'elle soit, pour nourrir son ordinateur. «Parlons des psychologues de la gendarmerie qui ont suivi thérapeutiquement les parents des fillettes. Ils remettaient régulièrement des rapports du contenu de leurs conversations au colonel responsable du service. Dans de tels cas, la

discretion d'une thérapie serait pour le moins nécessaire, me semble-t-il.» (1) Méfiez-vous du gendarme qui vient à votre secours, tout ce que vous lui direz sera utilisé contre vous.

Il confirme que la gendarmerie a fiché illégalement «des politiciens comme Germain Dufour, des avocats comme Michel Graindorge, Me Denève. Des listes... d'organisations fichées par la gendarmerie telles que Greenpeace, Pax Christi, la Ligue des droits de l'homme, Amnesty International, ASBL 22 mars, ont été publiées par *Le Soir*, listes que je confirme en partie et que la gendarmerie a purement et simplement niées ou sur lesquelles elle a entretenu le flou.» (1) La liste est loin d'être complète : le PTB se

trouve depuis des années en tête de ce hit parade de l'espionnage politique.

Mais surtout, la gendarmerie ment et dissimule ses activités illégales aux organismes de contrôle. Suite aux révélations concernant le fichage illégal de certaines organisations, le "Comité-P" a procédé à un contrôle sur place. «Etant prévenu quinze jours à l'avance, les documents encombrants ont été réunis par le colonel Vandendriesch afin de les dissimuler dans le secrétariat de son bureau.» (1) Il va de soi que, depuis lors, la gendarmerie n'a pas fait amende honorable. Fin juin de cette année, on a appris qu'elle a recueilli les données personnelles de 400.000 Turcs, Belges d'origine turque et leurs relations, sans que les

ministres de l'Intérieur ou de la Justice ne soient au courant. Selon *Téléoustique*, le BCR disposerait aujourd'hui de 400.000 photos et 1,5 millions de fiches.

La gendarmerie est un véritable danger. Selon le député Hugo Coveliers, «sous l'impulsion du général De Ridder, elle... est devenue beaucoup plus indépendante.» Tobbacq et Vande Lanotte ont créé ce que l'informateur de *Téléoustique* compare à la police d'un Etat totalitaire. Tous les démocrates et surtout le mouvement syndical, doivent exiger la dissolution de la gendarmerie. C'est une question de survie.

1. *Télé Moustique*, 3 octobre 1996, pp31-33

Les parents des enfants disparus manifestent

Le dimanche 20 octobre à 13h à Bruxelles

Les parents des enfants disparus ou victimes de Marc Dutroux organisent une marche à Bruxelles le 20 octobre à 13h.

Herwig Lerouge

Les parents revendiquent une plus grande transparence de la Justice dans les enquêtes en cours et une volonté politique plus ferme de les mener à bien. Ils ne veulent ni calicots, ni slogans. La présence d'hommes politiques, en tant que représentants de leur parti, n'y est pas souhaitée (1).

Le Comité de soutien des parents de Julie et de Mélissa a réaffirmé dimanche, sa confiance au juge Connerotte et au procureur M. Bourlet «qui ont fait preuve de leur efficacité en sauvant Sabine et Laetitia et en mettant fin à une situation atroce de violence, viol, exploitation et séquestration d'enfants». Le comité de soutien déclare qu'il faut rompre la loi du silence qui rendrait les citoyens "qui savent" complices des atteintes dont pourraient être encore victimes des enfants qui tomberaient aux mains de réseaux non complètement démantelés "jusqu'au bout" et "jusqu'en haut" de notre société.

En ce qui concerne le prochain examen par la Cour de cassa-



Les parents et le jeune frère d'An Marchal lors des funérailles d'An. A l'arrière-plan, les parents de Mélissa Russo. (photo La Nouvelle Gazette - La Province)

tion de la requête en suspicion légitime contre le juge Connerotte, le comité de soutien fait confiance à la Cour de cassation.

Pour ce qui concerne l'enquête jusqu'au 17 août qui était de la responsabilité de magistrats liégeois, le comité ne peut accepter que soient oubliés le manque de motivation, d'esprit de communication et de respect des parents des victimes, le manque de professionnalisme du magistrat chargé de l'instruction, le manque de moyens mis en oeuvre, le manque d'argen-

ce, le manque de foi en l'hypothèse que les fillettes étaient vivantes. Aucune excuse, ni du parquet de Liège, ni de la juge d'instruction, n'a encore été présentée aux parents.

A propos de l'enquête sur l'enquête, le comité de soutien demande la constitution d'une commission d'enquête parlementaire spécifique, seule à pouvoir investiguer et à aller au bout de la vérité en ce qui concerne tous les dysfonctionnements générés par les enquêtes sur les enlèvements d'enfants en commençant par les

enquêtes sur les enlèvements de Julie et Mélissa et d'An et Eefje. «Nous demandons que les parents des enfants enlevés soient entendus par cette commission», ajoute le comité.

Concernant le prochain travail de la commission de la Justice de la Chambre, à partir du 16 octobre, le comité soutient la proposition de M. Herman De Croo, de donner la plus large publicité à toutes les dépositions faites devant la commission parlementaire.

1. Le Soir, 4 octobre 1996.

EN BREF

Thirault avait tout dit en 1993 !

«Quand Julie et Mélissa ont disparu, j'ai été à la gendarmerie 24 heures après et je leur ai dit d'aller voir chez Dutroux. En 1993, Dutroux savait que j'avais besoin d'argent. Il m'a proposé 150.000 F pour enlever deux jeunes filles. J'ai alors balancé Dutroux à la gendarmerie. J'étais l'informateur de la gendarmerie de Charleroi... A cette époque, je leur ai parlé des travaux illicites que Dutroux faisait dans ses maisons. J'ai fait des plans de la première et de la deuxième pièce de Marcinelle. Idem pour la maison de Sart. J'ai donné les plaques de voiture de tous les véhicules que Dutroux possédait. Pourquoi n'a-t-on jamais été vérifier ?» Ces accusations précises viennent de Claude Thirault.

Le Juge Connerotte avait arrêté Thirault en même temps que Dutroux, mais il l'a relâché depuis. «On m'a arrêté parce qu'on me soupçonnait d'avoir participé aux enlèvements, dit-il. En réalité, j'ai collaboré étroitement avec la gendarmerie de Charleroi entre 1993 et 1995.» (Le Soir, 30 septembre 1996)

Une délégation syndicale lance une pétition

Dans l'entreprise Plus Pack à Genk, la délégation syndicale a lancé une pétition en front commun. La pétition se présente à côté d'un cadre comportant la photo des quatre enfants assassinés, avec l'inscription suivante : «La gendarmerie a abandonné les enfants du peuple à leur sort.»

Après un jour, 70 ouvriers avaient déjà signé. Seuls trois ouvriers de l'équipe de nuit n'ont pas signé. La pétition est destinée aux parents d'An Marchal, et est adressée en ces termes :

«Nous, délégation syndicale et personnel de Plus Pack S.A. à Genk, avons dû constater :

- Que la justice et la gendarmerie ont délibérément commis des négligences dans les recherches en vue de retrouver les filles disparues.

- Que la justice brugeoise accuse de manière éhontée les parents d'An Marchal d'avoir nui à l'enquête.

Nous tenons à manifester notre solidarité avec toutes les actions que vous voulez encore entreprendre pour dénoncer toutes ces fautes.»

J'ai appris que tout est possible

«Je n'avais jamais pensé qu'il était possible que des gens puissent faire à des enfants ce que Dutroux a fait. Depuis, je pense que tout est possible. Rien n'est impossible. Pas même une lutte pour une société où de tels crimes n'auraient plus lieu.» (Paul Marchal, père d'An, à la soirée de Médecine pour le Peuple à Genk, le 2 octobre)

Dossier Van Rossem enterré ?

Van Rossem a spéculé avec des milliards d'argent noir des capitalistes flamands. Il a été condamné à cinq ans.

Mais d'après des personnes bien informées, il ne sera pas emprisonné s'il se tait sur ses transactions financières. Le juge l'a décrit comme un "escroc de la pire espèce". Mais pour sauver la réputation des milliardaires flamands, il peut rester en liberté. La justice de classe existe bel et bien. (De Morgen, 27 septembre 1996)

Des enfants prostitués à Bruxelles

Johnny De Mot, prêtre et éducateur de rue, témoigne

Rita Van Obberghen

Johnny De Mot, prêtre, travailleur social depuis cinq ans dans l'asbl Adzon à Bruxelles, accueille des enfants abandonnés dans le milieu de la prostitution. Nous lui avons demandé d'expliquer l'action de son centre.

Johnny De Mot. Dans notre centre, les jeunes peuvent trouver réponse à leurs multiples questions, recevoir un bon repas, prendre une douche. Nous avons aussi un café qui leur est réservé (sans alcool). Nous nous occupons de la prévention contre le Sida et de l'accompagnement des jeunes séropositifs. Nous mettons aussi des appartements protégés à la disposition des jeunes.

La situation de ces jeunes est-elle comparable à celle des enfants du tiers monde ?

Johnny De Mot. Dans le tiers

monde, les enfants des rues sont beaucoup plus visibles. Les jeunes d'ici vivent dans la clandestinité, ils passent leur journée dans des tripots où ils jouent leur argent et échappent aux regards de la société.

D'où viennent-ils ?

Johnny De Mot. Ils sont de toutes les nationalités. Parce que nous avons commencé notre action dans le réseau des homosexuels, neuf enfants sur dix sont des garçons. Ils se livrent à la prostitution pour survivre. Pas seulement financièrement. Beaucoup ont été abusés dans leur jeunesse et trouvent dans la prostitution un lieu où ils jouissent d'une certaine considération. C'est parfois la seule façon pour eux de trouver de l'affection, même si c'est pour de l'argent.

Ces derniers temps, on voit apparaître de nombreux réseaux bien organisés de prostitution d'enfants en provenance

des pays de l'Est.

Depuis un an et demi, nous accueillons aussi des victimes de la traite des êtres humains : des femmes, des enfants et des hommes prisonniers de différents réseaux, dont celui du sexe. La situation de ces gens est assez inextricable : ils sont maltraités, ils travaillent pour des salaires de famine mais aucun d'entre eux ne voudrait retourner dans son pays d'origine. Parce qu'il y a trop longtemps qu'ils sont ici, parce qu'ils ont accumulé trop de dettes, parce qu'ils viennent de régions où règne la misère ou la guerre. D'ailleurs, je ne trouve pas qu'ils doivent partir. La Belgique est assez grande et riche, ces gens sont des victimes de notre économie, même si on essaie parfois de nous les présenter comme les concurrents des travailleurs d'ici.

Voyez-vous une solution à la prostitution infantile et au

trafic d'êtres humains ?

Johnny De Mot. Tant que ces jeunes n'auront pas de droits politiques, ils ne seront pas entendus. Les enfants d'immigrés et de réfugiés doivent avoir les mêmes droits que les enfants de ceux qui ont des "papiers belges" : un logement décent, le droit à l'enseignement, des soins médicaux... Ensuite, il faudrait développer la Sécurité sociale, libérer plus de gens pour travailler sur cette question. Et les enfants aussi devraient avoir plus à dire. L'affaire Dutroux a suscité beaucoup de questions sur notre système judiciaire. Elle a permis d'exiger que l'on adapte les lois et les règlements. Mais aussi que les pouvoirs publics consacrent 0,7 % du produit national brut à la coopération au développement. Car si l'on trouve intolérable ce qui est arrivé à Julie, Mélissa, An et Eefje, il faut aussi être solidaires des enfants du tiers monde.

Suède : course pour la paix

Première course pour la paix en Belgique le 11 novembre

2.200 enfants, jeunes et adultes ont pris part à la treizième course pour la paix en Suède le 17 septembre. Dieter Truyen y a défendu les couleurs du PTB sur 5 km et nous fait le récit de l'événement. (Dieter a terminé à la 76ème place sur 356 participants.)

La course se déroule pour la treizième fois dans un parc de Göteborg. Elle est organisée par FF Proletären, le club sportif du parti communiste KPML(r) de Suède. Elle s'inscrit dans la lutte contre le racisme, qui vise surtout les réfugiés politiques. Les bénéfices de la compétition, près de 10.000 FB, seront versés à un hôpital dans un camp de réfugiés palestiniens du Liban et au mouvement de libération kurde PKK.

Des centaines de familles participent à l'épreuve. Des centaines d'enfants se pressent derrière la ligne de départ. Parmi eux, de nombreux enfants de réfugiés. Après le départ, les parents se dirigent vers l'arrivée pour encourager les derniers mètres de leur gamin fatigué. Les adultes sont répartis en deux courses : 5 km et 10 km. Une importante délégation de Palestiniens est présente. L'un d'eux termine troisième sur 10 km.

Les Cubains remportent habituellement la compétition. Mais cette année, ils ont envoyé une délégation plus âgée. On retrouve aussi des participants du Front Polisario (Sahara occidental), du Front national démocratique des Philippines, des Polonais, des mineurs de Tuzla... Les moins sportifs peuvent participer à une marche.

La course pour la paix s'internationalise

Les Suédois luttent depuis des années pour donner un caractère international à l'initiative. Elle se déroule aussi en Palestine et en France. Les Cubains l'organisent le 17 novembre. D'autres groupes ont signé la "Déclaration de la course pour la paix", mais ne l'ont pas encore organisée. Le PTB s'est engagé à contribuer à sa mise sur pied en Belgique le 11 novembre. Nous en reparlerons.



La course pour la paix à Göteborg s'inscrit dans la lutte contre le racisme. Parmi les participants, de nombreux enfants de réfugiés politiques en Suède.

Le club donne une autre image de notre parti

Club de sport communiste en Suède comptant plus de 900 membres

Dieter Truyen

FF Proletären, le club de sport du Parti communiste marxiste léniniste-révolutionnaire (KPML-r) a

été créé en 1972. Il dispose d'un superbe centre sportif et compte, cette année, 900 membres, 200 de plus que l'an dernier. Il accueille de plus en plus de réfugiés et

d'immigrés, notamment parce qu'ils sont refusés par d'autres clubs. Nous avons rencontré son président Bengjt Frejd.

Quelles activités sportives organisez-vous ?

Bengjt. Sur les 900 membres, 450 s'entraînent chaque semaine et participent aux compétitions. Nous avons plusieurs équipes de football pour adultes et pour garçons et filles à partir de 6 ans. Elles participent aux tournois. Chaque équipe a son entraîneur. Un des joueurs est responsable du matériel; un autre, des finances. En hiver, quand il y a de la neige, nous arrêtons le foot et nous jouons au handball. Auparavant, nous avions aussi de la boxe, mais nous avons arrêté. Nous donnons aussi des cours de gymnastique et de "fitness".

Vous portez le même nom que l'hebdomadaire du parti ?

Bengjt. Proletären est effectivement le nom de l'hebdomadaire du KPML-r. Il figure aussi sur les maillots. La ligue officielle de sport nous avait d'abord interdit de porter ce nom, mais nous sommes passés outre. Après tout, de nombreux clubs ne portent-ils pas le nom de l'entreprise qui les sponsorise... Les membres du parti et de ses organisations de jeunes participent aux initiatives sportives. Après la course, ils distribuent le journal Proletären aux participants. Beaucoup de gens se font

une autre image de notre parti depuis l'existence de ce club. Nous montrons que les communistes sont pour l'épanouissement physique de tous. Nous publions, deux fois par an, notre journal "Sport rouge", qui annonce les activités et donne des informations sur la course pour la paix et les contacts internationaux.

Comment se déroule la collaboration avec les autres clubs ?

Bengjt. Au début, on nous reprochait sans cesse d'être communistes et on nous refusait toute collaboration. Mais cela a changé avec la lutte que nous avons menée contre la réduction des subsides au sport. Tous les clubs se sont regroupés et ont mené des actions, dont une manifestation à laquelle ont participé 3.000 personnes. Aujourd'hui, ils font appel à nous et certains d'entre eux participent à notre course pour la paix.

Vous avez une superbe centre sportif...

Bengjt. Nous avons un terrain de foot et dans le bâtiment, une salle de handball, des vestiaires, des douches, un sauna, une salle de billard et un local de fitness. Nous avons aussi une vingtaine de lits. Tout cela a nécessité 20.000 heures de travail bénévole. L'argent provient des membres du parti, de subventions locales. Deux personnes travaillent à temps plein pour le club. Nos subsides ne sont pas suffisants. Les membres du

club paient également une carte de membre (300 FB par an pour les enfants, 1.200 FB pour les adultes). Nous avons aussi un bar. Le reste du financement est assuré par une tombola.

Dans les années 70, notre club a été attaqué par l'extrême droite, toutes les fenêtres ont été brisées et une bombe incendiaire jetée à l'intérieur. Depuis, nous assurons une garde permanente pour protéger le club. Nous demandons à chacun des membres d'y participer.

Vous insistez beaucoup sur la solidarité internationale. Est-ce un atout ?

Bengjt. Lors des championnats du monde d'athlétisme qui se sont tenus en 1995 en Suède, nous avons lutté pour que la Palestine y participe. Au moment de la course pour la paix, nous avons invité six jeunes Palestiniens et un Noir sud-africain durant trois semaines. Ils ont participé aux activités sportives du club et pris la parole dans les écoles. Voici quelques mois, nous avons accueilli un groupe de jeunes Sahraouis.

Comment fonctionnez-vous ?

Bengjt. Le club compte sur ses membres pour mener ces campagnes, via des bulletins d'information. Au moins une fois par an, lors de l'anniversaire du club, nous rassemblons tous nos membres. La direction est élue et les campagnes sont évaluées. On peut compter sur des dizaines de collaborateurs.

Bon sportif

Je suis intéressé par :

- l'organisation des activités sportives du PTB
- la préparation de la course pour la paix en Belgique
- des informations sur la course pour la paix à Cuba le 17 novembre
- donner des entraînements sportifs dans la discipline suivante :



Nom et prénom :

Rue :

Code postal :

Commune :

Tél. :

Date de naissance :

A renvoyer au PTB - section sport, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. 02/733.12.42 après 19h.



Alors que les deux usines sont directement menacées, l'unité des travailleurs semble se forger entre Boël et Clabecq (photo : le calicot d'une délégation de Clabecq visible à l'assemblée de Boël, lors de la grande grève de 1994).

Boël cède sur le chômage économique

Mais le projet d'alliance avec Hoogovens menace l'entreprise

Cette fois, c'est officiel : des négociations sont en cours entre les Usines Gustave Boël et le groupe sidérurgique néerlandais Hoogovens. Elles prévoient la fermeture de la filière fonte et menacent directement 600 emplois (sur 1.800). Pour ne pas mettre en péril ces négociations, la direction des UGB s'est engagée à lever tout chômage.

Philippe Colin

«Cela fait 14 ans que je n'ai pas assisté à une aussi bonne assemblée. Des ouvriers ont pris la parole pour faire comprendre aux délégués qu'il était temps de se réconcilier». Les travailleurs des UGB sont sortis enthousiastes de l'assemblée syndicale, jeudi dernier. Tout d'abord l'assemblée semble avoir ressoudé les délégations FGFB et CSC, dont certains délégués entretenaient des rapports parfois difficiles depuis quelques années. D'autre part, ils ont entériné à la quasi-unanimité l'action de blocage des brames et billettes que Boël fait venir de l'extérieur sous prétexte que cela revient moins cher. Ces achats de produits semi-finis créent une sous-utilisation de la filière fonte et provoquent un chômage massif dans l'usine.

Dès le lendemain de l'assemblée, la direction s'est engagée à suspendre tout chômage économique pour deux mois, à condition que les travailleurs interrompent le blocage des brames et billettes. Étrange, puisque ces livraisons sont précisément la cause du chômage économique. C'est pourquoi, Boël a précisé qu'une partie des ouvriers seraient affectés à des

tâches d'entretien et de formation. Il est donc clair qu'il ne s'agit que d'assurer la paix sociale durant les négociations avec Hoogovens et de gagner du temps.

La question centrale est évidemment celle de l'alliance avec le groupe néerlandais et, plus globalement, de l'avenir de l'usine de La Louvière. Sur ce point, les délégations ont indiqué qu'elles attendaient des précisions, se réjouissant toutefois qu'Hoogovens limite ses ambitions à 50% du capital des UGB. La direction, elle, a déjà commencé sa campagne d'intox. Elle a envoyé une lettre au domicile de chaque travailleur pour faire peur : la situation financière est telle qu'en l'absence de partenaire, ce serait la fin d'ici quelques mois. La lettre note aussi qu'Hoogovens est situé près d'un port alors que les UGB souffrent de leur éloignement de la mer... Le genre d'arguments qui visent à mener les travailleurs en bateau : les bassins carolos et liégeois de Cockerill-Sambre sont encore plus éloignés d'un port maritime !

Plus fondamentalement, la recherche d'un partenaire s'inscrit dans la stratégie des Boël de quitter la sidérurgie à bon compte. Et un partenaire, quel

qu'il soit (et à quel pourcentage que ce soit) ne va pas mettre de l'argent pour garder des outils qui, selon l'avis même des Boël, ne sont pas concurrentiels. «L'alliance signifie la fermeture de l'usine» remarquent à juste titre bon nombre d'ouvriers. En effet, Hoogovens est surtout intéressé par le carnet de commandes (le marché français) et la Fafer de Maubeuge (qui dépend des UGB). Roger Leclercq, délégué principal FGFB, signalait il y a peu de temps qu'«Hoogovens ne mettra pas un franc dans l'usine de La Louvière».

Si les caisses sont vides, leurs poches sont pleines...

La famille Boël prétend qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses de l'usine. Peut-être... Mais leurs poches en sont pleines. Tous les bénéfices plantureux tirés de l'usine pendant des décennies ont été investis dans une grande diversité de secteurs. Quand vous faites le plein (Petrofina), quand vous vous éclairez (Tractebel), quand vous faites vos courses (GB-Inno-BM, Colruyt), quand vous empruntez ou contractez une assurance (Générale de Banque, Royale Belge) et s'il vous reste de quoi partir en vacances (Sun-International), la famille Boël empoche chaque fois une partie de votre argent. Depuis de nombreuses années, les patrons comme Boël, Dessy, Frère, Davignon, Gandois ont massacré l'emploi en sidérurgie pour leur seul profit. Aujourd'hui, le patronat veut fermer à court terme Clabecq et

Boël. A Cockerill-Sambre, Gandois veut supprimer 2.000 emplois — plus que tout le personnel de Boël. A Sidmar des outils sont menacés. A moyen terme, toute la sidérurgie belge pourrait disparaître. Les travailleurs de l'acier sont-ils prêts à accepter le sort des mineurs ? En tout cas, à La Louvière, la colère est grande. «C'est la révolution, qu'il faudrait» entend-on de plus en plus souvent. «Nous devons mener des actions. Bloquer l'autoroute, comme lors de la grève de 94». Certains estiment aussi qu'il faudrait manifester comme ceux de Clabecq à Namur, il y a quelques mois : «un bâton en main».

Il n'y a qu'une alternative pour les travailleurs. Retirer totalement la sidérurgie des mains de ces patrons tueurs d'emplois en nationalisant le secteur sans indemnisation. Couplé à cette mesure, il faut les faire payer tout ce qu'il faudra pour maintenir tous les outils et les 23.000 emplois de la sidérurgie. Doivent payer, les actionnaires privés actuels de la sidérurgie, mais aussi ceux qui, comme Albert Frère, ont construit leur fortune sur le dos des travailleurs de l'acier.

Pour imposer ces mesures, la lutte de l'ensemble du secteur est nécessaire. Aujourd'hui, c'est d'autant plus possible que toutes les entreprises sidérurgiques sont gravement visées. Ainsi, l'unité des travailleurs de Boël et Clabecq semblent se forger. Comme l'indique Roger Leclercq à ce propos, «aujourd'hui, on ne peut plus se permettre d'être "égoïstes", les sensibilités et les préoccupations sont les mêmes».

AGENDA

Anvers

Lundi 14 octobre, 20h

"Elections et/ou lutte de masse. La révolution du Congo de Pierre Mulele", par Mohammed Hassan (Ethiopie). En anglais, traduction en néerlandais et français. Infocentrum PVDA, Van Arteveldestraat 5, Antwerpen (près de la gare centrale). Org. : Ligne d'alarme antiraciste, Frontières ouvertes, Ligue Anti-impérialiste. Info : 03/366 05 69.

Bruxelles

Mardi 8 octobre, 20h30

"Le tombeau d'Alexandre" de Chris Marker. Portrait d'Alexandre Medvedkine, réalisateur soviétique. Espace Delvaux, place Keym, Watermael-Boitsfort.

Samedi 12 octobre, 14h30

"Politique de l'enfant unique en Chine". Résumé de l'histoire de l'enfant unique depuis Mao jusqu'à aujourd'hui. Conférence-débat avec Elisabeth Martens. Rue Royale 247, Bruxelles St-Josse. PAF : 80 F. Org. : Association Belgique-Chine asbl. Info : 02/217.10.62.

Liège

Jeudi 10 octobre, 19h30

"Engagement des étudiants et restrictions dans l'enseignement". Conférence-débat avec Jacques Delcuvellerie, metteur en scène de "La mère" de Brecht, Olivier Coussaert (MML). G. de Selys (RTBF), modérateur. Salle Académique, Place du XX août, Liège. Org. : MML.

Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/513.79.41

11 oct., à 20 h. En français. 100 F.

Les contrats de sécurité, nouveau mode de gestion des quartiers?

Débat avec Mina NADI & Erik RYDBERG.

12 oct., à 20 h.

à l'ULB, Auditoire P.E.Janson, Bd P.Héger, Bruxelles.

Poèmes pour le Che

Réalisé par les APERITIFS POÉTIQUES du Centre International. Avec la collaboration du POEZIECENTRUM de Gand.

Dans le cadre de la Journée nationale de solidarité • Commémoration de la mort de Che Guevara.

Des poèmes et des chansons de :

Stefaan Van Den Bremt,
Nicolas Guillén, Mirta Aguirre,
René Depestre, Pablo Milanés,
Willie Verheghe, Mario Benedetti,
Eliseo Diego, Juan Gelma,
Carlos Puebla.
Musique: Yamilet Paez (chant),
Christine Tribolet (guitare), Jean-David
Caillouët (guitare), Didier Labar
(percussion).

Récitants: Laurent d'Ursel, Denise Engels, Stefaan Van Den Bremt, Willie Verheghe, Joaquin Silva, Beatriz Cue.

16 oct., à 20 h. En français. 100 F.

La démocratisation de l'enseignement à l'épreuve de la crise du capitalisme

Jean-Marie ANSCIAUX (CGSP-enseignement), Régis DOHOIGNE (CSC-enseignement) et André LACROIX (SEL) s'entretiennent avec Nico HIRT, auteur du livre *L'Ecole sacrifiée*.

18 oct., à 20 h. En fr. & esp. 100 F.

Colombie, nouvelles d'une séquestration

Luis Guillermo PÉREZ, avocat de prisonniers politiques colombiens.

EN BREF

Pilotes : négociation abandonnée.**Grève à l'atelier Airbus**

Vendredi dernier, les pilotes ont quitté les négociations à la Sabena. Cette décision radicale démontre qu'ils n'accordent plus aucune confiance à cette sorte de concertation. Car la direction continue comme par le passé : sacrifices, flexibilité accrue, personnel en moins, non-respect des accords. Le PTB soutient cette décision des pilotes. Il appelle les syndicats à les rejoindre et à rompre toutes les négociations sur le plan Horizon 1998. La force des grèves de décembre 1995 et janvier 1996 se situait précisément dans l'unité de l'ensemble du personnel.

A la division Technique, on a fait grève la semaine passée : le personnel exige une garantie écrite de pouvoir garder son emploi si l'atelier Airbus est fermé.

France : services public en grève le 17 octobre

Tous les syndicats des services publics français lancent un appel à une grève générale pour le jeudi 17 octobre. Trois points sont au centre des préoccupations : l'emploi, l'augmentation des salaires suite au blocage jusqu'en 1995 et la sauvegarde du statut des fonctionnaires. Le gouvernement Juppé prépare des restructurations et des économies qui entraîneront six mille licenciements. Mais pour les syndicats, ce n'est que le sommet de l'iceberg. De nombreux emplois seront liquidés par le non-remplacement du personnel. Le 17 octobre, les syndicats mettront tous les chiffres sur la table. Des manifestations auront lieu dans toutes les grandes villes. A Paris, la manif partira à 11 heures, place de la République. Le PTB enverra une délégation et appelle les syndicats belges des services publics à organiser également des délégations de solidarité.

Reutlinger livre des arguments pour renationaliser Sabena

Dans *Sabena Actualités* du 27 septembre, Paul Reutlinger, l'homme de Swissair qui gère à présent la Sabena, déclare : «L'Etat belge n'interviendra plus dans nos affaires, et l'actionnaire suisse attend, comme tout actionnaire, un return (un profit - ndlr) sur son investissement de 4% d'ici à 1998 et de 6% d'ici à l'an 2000.»

Reutlinger avoue ainsi deux choses. Premièrement, la rage d'austérité pour les travailleurs n'est pas terminée. La soif de profit et la lutte concurrentielle internationale du capitalisme signifient pour les travailleurs des licenciements secs ou camouflés, des diminutions de salaire, plus de flexibilité et la détérioration des conditions de travail. Après les deux milliards économisés dans le cadre du plan Horizon 1998, Swissair lorgne déjà vers l'an 2000. Cela revient à deux milliards d'économies supplémentaires. L'Horizon de Reutlinger trace l'enfer pour les travailleurs.

Deuxièmement, en se référant à l'Etat belge, Reutlinger indique exactement où se trouve l'alternative au plan patronal. Par la lutte, les travailleurs peuvent forcer l'Etat belge à intervenir, à nationaliser le capital de Swissair et à rendre la Sabena de nouveau une entreprise publique. Cela n'est évidemment pas possible en faisant appel aux ministres du PS et du PSC. Ce sont justement eux qui ont organisé la privatisation et le démantèlement de la Sabena et qui ont fait entrer Swissair. De cette manière, on peut donner un objectif précis à la lutte et à la mobilisation contre les plans de la direction.

La Sabena sabre dans les conditions de travail

Extension de la flexibilité et suppression des primes d'équipe

La direction de Sabena a décidé de voler deux milliards à son personnel. Pour cela, elle massacre les conditions de travail, salaires et primes d'équipe et étend impitoyablement la flexibilité. Elle a conclu avec les syndicats un accord sur la prépension : au moins 470 emplois supprimés !

Lucien Materne

Voici les principales mesures de la direction de la Sabena. La deuxième colonne mentionne les pertes pour les

ouvriers et employés concernés.

Vous pouvez obtenir l'analyse complète des mesures en appelant le PTB-Sabena : 02/513 66 26.



Le banquier Jan Huygebaert de la Kredietbank est impliqué dans la fraude fiscale d'au moins 23 milliards à la KB-Luxembourg. Le PTB exige que Huygebaert démissionne de la présidence du conseil d'administration de la Sabena et que toute la vérité soit faite sur ce circuit d'argent noir.

Dorénavant, Huygebaert peut faire imprimer sur sa carte de visite son titre de banquier-fraudeur.

Mesures et commentaire	Perte du pouvoir d'achat
Modification de la prime d'équipe Si on a toujours le même horaire, pas de prime d'équipe	180 millions
Travail de nuit pour les femmes comme pour les hommes. Sous prétexte de l'égalité entre hommes et femmes.	Rendement inconnu
208 chèques-repas ne sont plus garantis. Pas de chèques-repas en cas d'absence pour maladie, accident.	20 millions
Modulation des horaires de travail - petite flexibilité Par semaine : max. 38 + 5 h et min. 38 - 5 h. Par jour : maximum 9 heures et minimum 6 heures. - grande flexibilité durée du travail sur base annuelle (1967 heures au total). Minimum 3 heures et maximum 12 heures) - Heures supplémentaires ne seront pratiquement plus payées comme telles. La journée de 8 heures est abandonnée. - Plus d'embauche saisonnière. Travail avec des semaines de 20 heures, d'autres semaines de 50 heures.	380 millions
Suppression de la compensation du samedi. La compensation de 1h 20 min par samedi presté est supprimée.	Perte de 4 jours de congés payés
Contrats à temps partiel - Le minimum est fixé à 3 heures au lieu de 4 maintenant. - Pas de limite du nombre de temps partiels qui peuvent être engagés. - C'est la suppression de tous les temps "morts" dans l'horaire de travail. Le personnel ne travaille plus qu'aux moments de pointe. Était autrefois limité à un pourcentage dans chaque service. - Les temps partiel n'obtiennent pas de statut fixe.	12 millions 30 millions
Temps de travail - suppression du temps de table (perte de 15 minutes payées par jour pour) - moins de gens ont droit aux douches (10 minutes)	225 millions 2 millions
Suppression des mesures pour subsides cantine (90 millions), fonds d'aide sociale (9 millions), service social (1 million)	

Les travailleurs veulent plus d'informations...

Mais la direction ne veut pas dévoiler ses plans

Gertrude Bongaerts

La plupart des travailleurs de la Sabena ignorent encore le contenu des propositions de la direction concernant la flexibilité. Le PTB a donc rédigé un tract, auquel les travailleurs ont vivement réagi : «Mais qu'est-ce que la direction s'imagine ?» «La flexibilité sera poussée jusqu'au bout. Nous n'aurons plus un seul moment pour souffler et les heures de travail changeantes nous rendront dingues». «Ce sera une catastrophe financière : atteinte aux primes d'équipe, heures supplémentaires si nécessaire mais sans prime, augmentation des temps partiels et des mi-temps...». «470 emplois disparaissent avec la prépension, les départs volontaires, etc. Nous devons alors bosser plus durement. Il y a un manque de personnel. Nous ne pouvons

plus suivre le rythme de travail. Il faut prolonger les contrats temporaires, engager du nouveau personnel. Il faut garantir dix mille emplois».

«C'est le même plan que celui de Godfroid : la direction essaie de nous avoir, mais nous avons compris sa manoeuvre. Cette fois-ci, nous devons faire grève jusqu'au bout». «Nous avons dit : si on touche aux salaires, nous ferons grève. Avec sa flexibilité, la direction touche très gravement aux salaires, et cela nous ne l'accepterons pas».

Donner deux milliards aujourd'hui et se faire liquider demain ?

Beaucoup de délégués ne veulent pas signer un tel accord. Ils ne veulent pas céder et se sentent très mal à l'aise lors des

négociations. Le nouveau chef du personnel, Burie, écoute, fait preuve de patience et de tactique, réexplique, relance le débat. Il apporte des sandwiches... Aujourd'hui, la direction discute avec tous les délégués et pas seulement avec un groupe restreint, comme le manager précédent, Godfroid. La tactique de la direction consiste à éloigner les délégués du lieu de travail, du personnel.

Un délégué : «Aujourd'hui, nous avons encore moins de garanties qu'avec Godfroid. D'ici fin octobre, la direction veut avoir signé une nouvelle convention. Ce qui signifie que toutes les conventions précédentes seront liquidées ! Et même si nous cédon, rien ne garantira le maintien des dix mille emplois, ni que le service Catering, Cargo et Handling continueront à faire partie de la Sabena. Non, lorsqu'ils nous

auront rendu extrêmement bon marché, ils pourront d'autant plus facilement vendre, à prix soldé, ces différents ateliers aux filiales de Swissair !»

Les délégués doivent informer le plus rapidement possible le personnel au sujet des propositions de la direction, avant d'arriver à un accord. Sinon, il sera trop tard. Ils doivent demander l'avis des travailleurs et leur solidarité pour s'opposer aux propositions de la direction. Ce n'est qu'alors que les délégués se sentiront soutenus et plus forts pour s'opposer aux plans et aux pièges de la direction. Les délégués doivent s'appuyer pleinement sur les travailleurs. En 1995-96, ces derniers ont montré à suffisance qu'ils sont capables de se battre de manière persévérante, à condition que les syndicats et les délégués jouent pleinement leur rôle dirigeant.

9 octobre 1996
Solidaire n° 39
Supplément Culture n° 1
Edité par le
Parti du Travail de Belgique
Bd M. Lemonnier 171,
1000 Bruxelles
02/513. 66.26

La Mère de Bertolt Brecht

Les grandes oeuvres de cinéma ou de théâtre ayant pour sujet une simple ouvrière sont déjà peu nombreuses. Celles qui nous content non pas les aventures sentimentales de celle-ci, mais sa prise de conscience et sa lutte pour l'émancipation des travailleurs, sont encore plus rares. Si, de surcroît, cette pièce politique s'avère être une véritable fête de l'intelligence, musicale et poétique, pleine d'humour et de tendresse, on peut se demander si cela existe vraiment ou s'il ne s'agit encore que d'un rêve ou d'un projet. Or cette oeuvre existe bel et bien. *La Mère* de Bertolt Brecht, d'après le roman de Maxime Gorki, c'est tout cela à la fois.

Bertolt Brecht est né en 1898 - il y a donc bientôt cent ans - et mort en 1956. Deux anniversaires, donc, pour nous apprendre à connaître l'oeuvre de ce grand artiste, novateur et communiste.

La compagnie théâtrale du Groupov rejoue cette pièce qui a connu un énorme succès l'an passé. A Liège, au Théâtre de la Place du 22 au 30 novembre à 20 h 15 (relâche dimanche), et à Bruxelles, au Théâtre national, du 3 au 7 décembre à 20 h 15, et dimanche 8 décembre à 15 h.

FRANÇOISE THIRIONET

Dessin dans le fond:
Croquis de Daniel Hicter:
"Anne-Marie Loop pendant les répétitions de *La Mère*".

*L'histoire belle et émouvante de la révolution
et des gens qui la font*

La Mère de toutes les révolutions

MICHEL COLLON

La Mère, dont la première a été jouée en 1932 à Berlin, est basée sur le célèbre roman de Gorki (1912) et sur divers récits de révolutionnaires russes.

La force de cette révolution est incarnée dans ses véritables héros: simples travailleurs, militants de base. Ainsi dans cette bouleversante *Mère*, il n'est nullement question d'une héroïne parfaite et prédestinée, mais au contraire d'une vieille femme, Pélagie Vlassova qui, au départ, tremble dans sa cuisine. Elle tremble en entendant ces militants révolutionnaires réunis à côté avec son fils, car la répression est forte.

Mais elle sera bientôt amenée, un peu par hasard, un peu par ruse, à distribuer elle-même les tracts de son fils car s'en servir pour emballer les concombres de la cantine s'avère la seule façon possible de les faire entrer dans l'usine. Puis, entraînée dans une manifestation, elle sera témoin de la fusillade policière qui surprend les grévistes («Mais qu'est-ce que la police vient faire là-dedans?»). Elle devient alors membre du parti, apprend à lire («Apprends car tu dois diriger le monde»), et en arrive à préparer elle-même des tracts. Elle doit ensuite se réfugier chez un instituteur craintif et petit-bourgeois qui «ne veut pas de politique dans sa maison», mais elle va rapidement le convaincre, avec ruse, humour et tendresse (de jolies leçons contre le sectarisme).

Son fils est emprisonné, relâché, à nouveau capturé et finalement fusillé. Un moment découragée, elle reprend courage lorsque le parti bolchevik, seul à dénoncer l'ignoble guerre 14-18, est féroce-ment attaqué («Debout, le parti est en danger»). La pièce s'achève juste avant le triomphe de 1917. Une superbe manifes-

tation silencieuse, drapeau rouge en tête que les balles abattent trois fois mais qui trois fois se relève. La révolution renaîtra toujours.

Bravo et merci à tous ceux qui ont réalisé ce spectacle! Cette scène et bien d'autres ont bouleversé le public lors de leur représentation l'année dernière. Il faut dire que la pièce est servie par une mise en scène remarquable, sobre et dépouillée. Les décors et les costumes y sont austères comme la misère et gris comme la vie triste du peuple sous le tsarisme. L'interprétation également fait preuve de sobriété, et est très collective: pas de petits numéros individuels, mais une grande cohésion autour d'Anne-Marie Loop qui interprète la mère avec justesse, simplicité et profondeur.

Tout est au service du superbe texte de Brecht, une langue à la fois simple et belle, pédagogique et forte, un mariage parfait d'émotion et de réflexion. Car, à la différence de tant de pièces et de films faciles, n'exploitant que la violence, Brecht voulait un théâtre à la fois émouvant mais qui développe aussi la réflexion du spectateur et l'amène à se repenser.

La musique de Hanns Eisler, écrite pour cette pièce, a été préparée et dirigée par Geneviève Focroulle. Avec les chants, aussi importants que le texte même, les chœurs et le groupe instrumental, nous atteignons un degré d'émotion et d'interpellation rare au théâtre.

Encore bravo et merci à tous ceux qui ont réalisé ce spectacle. Ce n'était pas évident dans l'ambiance droitière de nos jours, mais c'était absolument nécessaire!



Anne-Marie Loop interprète Pélagie Vlassova dans *La Mère, Vie de la révolutionnaire Pélagie Vlassova de Tver*, d'après le roman de Maxime Gorki. Texte de Bertolt Brecht. Musique de Hanns Eisler. Texte français de Maurice Régnaut et André Steiger.

Création du Groupov dans une mise en scène de Jacques Delcuvelierie. Direction musicale par Geneviève Focroulle.

Photo: Lou Héron

Le chant de l'issue

Quand tu n'as plus ni pain ni soupe
Pour t'en tirer, il te faut quoi ?
L'Etat tout entier, il te faut
Le retourner de bas en haut,
Jusqu'à ce que tu aies ta soupe.
Tu pourras alors t'inviter chez toi.

Quand le chômage est seul patron,
Il faut t'en tirer, avec quoi?
L'Etat tout entier, il te faut
Le retourner de bas en haut,
Jusqu'à devenir ton patron.
Tu auras alors du travail pour toi.

Quand on rit de votre faiblesse,
Que vous faut-il pour que tout cesse ?
Il faut que vous n'ayez de cesse
Que tous les faibles soient une armée
En marche. Et vous voici une grande force
Dont plus personne ne rit.

Mère d'hier, Mère d'aujourd'hui

Julie, 16 ans, raconte

C'était une des premières fois que j'allais au théâtre. Je vais souvent au cinéma. Mais je suis réticente vis-à-vis du théâtre qui me semble endormant et ennuyeux.

Mais aujourd'hui, après *La Mère*, je vois le théâtre différemment. Cela me donne envie d'y aller plus souvent.

En fait, au théâtre, on est plus proche de l'histoire parce qu'on ressent beaucoup plus les acteurs qu'au cinéma. Ils nous parlent "en direct", et c'est plus vrai que le cinéma.

La mise en scène est extraordinaire, les acteurs aussi. Ce qui m'a particulièrement touchée, ce sont les chants collectifs. Ils m'ont beaucoup émue car ils étaient directement

adressés aux spectateurs.

On pourrait croire qu'il s'agit d'une histoire du passé. Il est vrai que l'époque du tsarisme est une page d'histoire. Mais la pièce de Brecht ne m'a pourtant pas paru vieille, comme un tableau au musée. En fait, elle est tout à fait moderne. On peut l'appliquer à la situation d'aujourd'hui, parce qu'elle parle de quelqu'un qui ne sait rien, qui est ignorant et qui à travers l'évolution des événements, va devenir communiste. Tous les pas que la mère fait (de la confrontation à la répression, dans la découverte de l'importance d'étudier...), c'est l'évolution que les gens d'aujourd'hui doivent accomplir dans la vie actuelle, parce que le système ne va pas, qu'il est inhumain, et

que les gens cherchent et veulent autre chose. C'est donc une pièce très moderne selon moi. Dans l'une des scènes, par exemple, la mère et d'autres pauvres veulent apprendre à lire, veulent étudier, et le professeur ne comprend pas à quoi cela pourrait leur servir. C'est la même chose aujourd'hui, même si les gens lisent, on les tient dans l'ignorance, pour qu'ils ne comprennent pas la raison des choses. Une fois qu'on étudie, qu'on essaye de connaître les causes, alors on peut se révolter et on sait comment le faire.

Il faut encore saluer la mise en scène très sobre qui facilite énormément le passage pour le spectateur de l'histoire racontée à sa propre réalité. Cette sobriété on la retrouve dans les costumes, le décor, la mise en scène. Et c'est une grande force du spectacle.



Scène finale de *La Mère* par Groupov.

Photo: Hans D'Erbée.

SUITE DE LA PAGE 1

Pourquoi vous devez voir cette pièce

Allez voir *La Mère* du 22 au 30 novembre à Liège et du 3 au 8 décembre à Bruxelles. Allez voir *La Mère* car vous aussi vous serez bouleversé. Vous y retrouverez, comme dans un miroir, tous les grands problèmes du monde contemporain. Personne mieux que Brecht n'a mis en scène la force et la beauté de la révolution, la force du peuple. Cette pièce est au théâtre ce que "Le Capital" est à l'économie politique.

Allez voir *La Mère* si vous êtes vous-même artiste ou simplement intéressé par l'art. En cette époque où le capitalisme craque et n'a plus d'autres "solutions" que le fascisme et la guerre, en cette époque où la révolte monte au sein des peuples mais risque d'être tragiquement détournée par les tromperies de l'extrême droite, en cette époque, la révolution a absolument besoin d'artistes. Le choix est radical. Soit un artiste tourne en rond dans la cage où la bourgeoisie prétend enfermer l'art : celui d'un divertissement éloigné des réalités fondamentales, chargé de masquer l'exploitation sociale et surtout sa solution. Soit un artiste s'engage aux côtés des travailleurs, se lie à eux et soutient leurs combats. Dénoncer l'exploitation et l'oppression, communiquer les

luttons populaires, à tout cela aussi il faut donner la force propre de l'art. Dans cette perspective, Brecht est un des plus grands professeurs de l'histoire.

Allez voir *La Mère*, même si vous êtes un militant, chevronné ou pas, qui pensez "nous savons tout cela". D'abord, parce que l'art, c'est avant tout un outil différent, dont l'action politique a aussi besoin. Ainsi, c'est Marx qui expliquait que "l'homme, pour vivre, a besoin de deux choses: du pain et des roses".

Ensuite parce que Brecht est un virtuose en matière d'agitation révolutionnaire et que nous avons tous des leçons à prendre auprès de lui. Toutes les idées importantes du communisme, Brecht les exprime avec une telle intelligence, une telle beauté, une telle force de persuasion concrète qu'elles en deviennent évidentes, limpides. Même les plus complexes. Il faut entendre ces ouvriers du début du siècle prouver si rationnellement qu'ils sont exploités avec des mots bien plus simples que la théorie de la plus-value. Il faut entendre Pélagie Vlassova argumenter à pas de loup, par une ironie subtile, pour démontrer à des femmes endoctrinées que la guerre menée par leur bourgeoisie est impérialiste et

suicidaire pour le peuple.

Le militant découvrira avec plaisir que les objections "modernes" avancées contre la révolution étaient exactement les mêmes il y a quatre-vingts ans. Par exemple, ce poncif que chacun de nous a entendu mille fois "L'homme restera toujours identique à lui-même". Je n'ai jamais entendu une réponse aussi forte et convaincante que celle de Brecht.

MICHEL COLLON



Solidaire

2

9 oct. 1996

Culture



Retrouver la culture populaire

Une ouvrière d'origine espagnole témoigne

J'aime le théâtre mais ce qu'on peut voir en général, c'est très souvent du théâtre bourgeois. Il est très rare d'assister à une pièce révolutionnaire. Je suis donc allée voir *La Mère*. Quand je suis sortie du théâtre, comme les autres personnes, j'étais très enthousiaste. On a envie que le monde ne stagne plus et on a l'impression que c'est possible. C'est une pièce philosophique en fait. Quand on parle de philosophie, c'est toujours pour les bourgeois. Ils sont heureux dans ce monde, alors ils peuvent faire de la philosophie. Mais leur philosophie est en contradiction avec celle des ouvriers. C'est la raison pour laquelle aller voir une pièce de théâtre ou un film est toujours un désespoir pour l'ouvrier, tandis que cette pièce-ci est pleine d'espoir pour nous les travailleurs.

J'avais déjà entendu le nom de Bertolt Brecht, mais j'ignorais que c'était un homme de théâtre et qu'il était communiste.

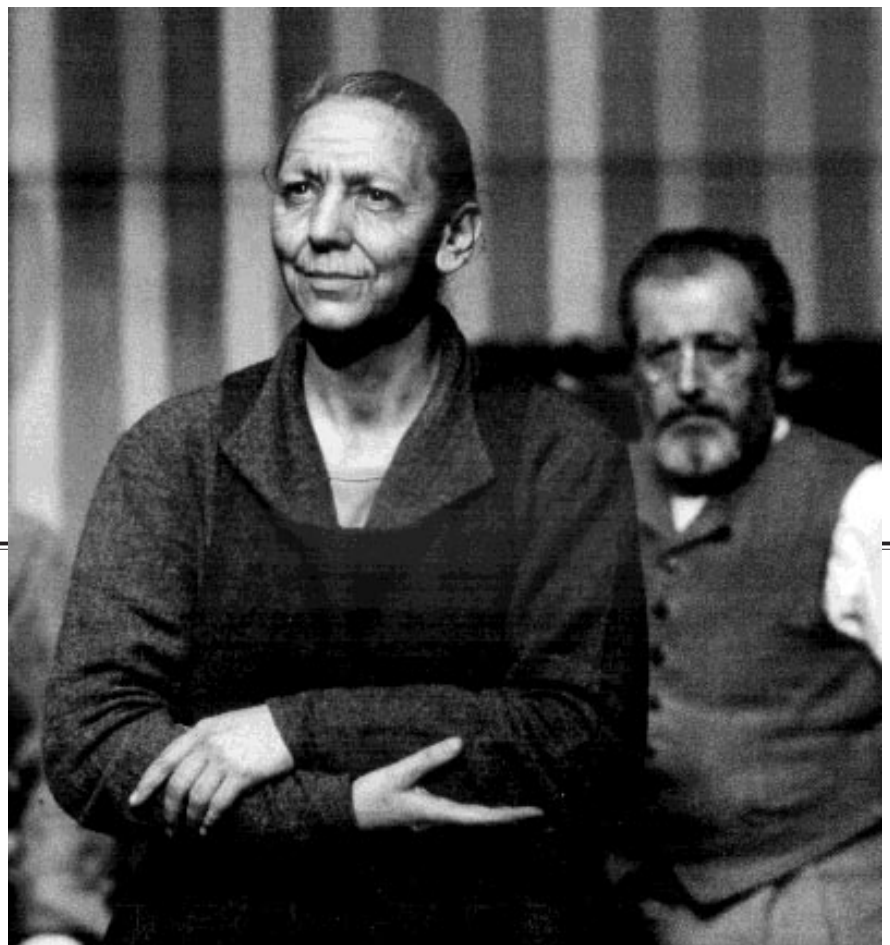
Quand j'ai vu la qualité de la pièce et que je me suis un peu renseignée en lisant des articles, j'ai appris que Brecht était un homme qui avait révolutionné le théâtre. Alors je me suis dit: tiens, un communiste qui agit de façon positive pour l'art, et dont les idées ont été reprises par beaucoup d'autres. J'avais déjà lu des poèmes, mais je ne savais pas qu'ils étaient de Brecht. Tout cela a été une formidable découverte pour moi. J'ai alors pensé à la Républi-

que espagnole (je suis espagnole et mes parents se sont réfugiés en Belgique). J'ai fait le lien entre les deux. Car pendant la République, on a aussi fait beaucoup pour l'art dans la musique et le théâtre, comme Garcia Lorca par exemple. «Ainsi donc, ai-je pensé, au cours des luttes, des communistes et des révolutionnaires, pendant qu'ils se battaient, ont aussi pris le temps de créer de l'art.» Ainsi, l'évolution et la révolution se font en fait sur deux terrains en même temps: la lutte et l'art. On se bat en créant non seulement une lutte, mais aussi de l'art, et tout cela pour le peuple! En fin de compte, on s'aperçoit que tout au long de l'histoire, pendant que le peuple mène des luttes et se bat pour changer le monde, il révolutionne aussi la pensée et l'art.

J'aimerais inviter à venir voir *La Mère* les gens qui me disent que ce n'est pas possible, que les travailleurs ne sont pas prêts, qu'ils ne veulent rien faire, et même qu'ils sont anticommunistes, comme le prétend la mère au début de la pièce. Ils verront ainsi l'évolution de cette

femme, toute simple, qui prend conscience petit à petit. La difficulté réside dans le fait que beaucoup de travailleurs, abrutis par le travail, les soucis quotidiens, et toujours surchargés, vont difficilement venir au théâtre. Quelque part, il y a un manque chez les ouvriers. Ils ont perdu l'habitude d'aller au théâtre ou au spectacle, il me semble qu'avant c'était plus fréquent, la télévision n'existait pas, alors on ne restait pas chez soi, on allait dans la rue, on sortait. Il y avait des manifestations populaires. Il faudrait que les communistes essaient de refaire cela. Car beaucoup de choses sont nécessaires à la lutte. Il faut par exemple apprendre à penser et on ne le fait pas seulement dans les livres mais aussi par le théâtre ou le chant. C'est une manière de faire réfléchir les gens collectivement. Pourquoi ne pas monter des groupes de rue qui pourraient diffuser des messages, des idées nouvelles, de l'espoir et ainsi, en même temps, stimuler l'art qu'il y a dans chacun de nous. Le théâtre est différent de la télévision. Voir des acteurs, cela développe une autre sensibilité. Et cette sensibilité aussi est nécessaire à la lutte pour changer la société.

**Allez voir *La Mère*,...
vous ressentirez un changement
en vous!**



Le communisme, l'affaire de toute l'humanité

Extrait du texte écrit en 1932 par Bertolt Brecht en réponse aux critiques qui prétendaient que *La Mère* était une pièce de communiste pour communistes.

De nombreux critiques de *La Mère*, à la vérité presque tous, nous ont dit que cette pièce était l'affaire des seuls communistes. De cette affaire, ils parlaient comme d'une affaire d'éleveurs de lapins ou de joueurs d'échecs, et qui par conséquent concernerait peu de gens et se soustrairait à l'appréciation de ceux qui ne sont pas experts en matière de lapins ou d'échecs. Or, s'il n'est pas vrai que le monde entier considère le communisme comme son affaire personnelle, l'affaire du communisme n'en est pas moins le monde entier.

Le communisme n'est pas une manière de jouer parmi d'autres. Ayant pour objectif l'abolition de la propriété privée des moyens de production, il s'oppose à toutes les tendances qui, au-delà de tout ce qui les différencie, s'accordent à vouloir conserver la propriété privée, comme à une seule tendance. Il prétend être le prolongement unique et direct de la grande philosophie occidentale, et dans cette mesure transformer radicalement la fonction de cette philosophie - de même qu'étant l'unique prolongement pratique de révolution (capitaliste) occidentale, il transforme radicalement la fonction de cette économie évoluée. Nous pouvons et devons indiquer que ce que nous disons n'a pas une

valeur limitée et subjective, mais objective et générale. Nous ne parlons pas en notre nom, au nom d'une toute petite partie de l'humanité, mais au nom de l'humanité tout entière, étant d'elle la partie qui représente non pas ses intérêts particuliers mais ceux de l'humanité tout entière.

Nul n'a le droit, sous prétexte que nous luttons, de nier notre objectivité. Si, de nos jours, quelqu'un tente de passer pour objectif en donnant l'impression d'être à l'écart de la lutte, il suffira d'y regarder d'un peu plus près pour le prendre en flagrant délit de subjectivisme incurable: ce sont les intérêts d'une fraction infime de l'humanité qu'il défend; il trahit objectivement les intérêts de l'humanité tout entière en défendant les rapports de propriété et de production capitalistes.

Le bourgeois de gauche, avec son scepticisme pseudo-objectif, ne reconnaît pas ou ne veut pas qu'on reconnaisse qu'en ce grand combat il est lui aussi engagé, dans la mesure où il refuse d'appeler combat cette violence qu'exerce en permanence une minorité, mais que la consécration des siècles empêche de percevoir consciemment comme un combat. Il est nécessaire de déposséder cette classe possédante, cette clique dégénérée, répugnante, objectivement et subjectivement inhumaine, de tous les "biens de nature idéale", sans se soucier de ce qu'en veut faire une humanité exploitée, mise hors d'état de produire, luttant pour ne pas som-

brer dans l'avilissement. Avant tout, il importe de s'opposer à la prétention qu'ont ces gens de faire partie de l'humanité. Quelle que soit la signification de mots tels que "liberté", "équité", "humanité", "instruction", "productivité", "audace", "régularité", nous nous interdirons de les employer jusqu'à ce qu'ils aient été purifiés de tout ce dont, en s'en servant, la société bourgeoise les a maculés.

Nos adversaires sont ceux de l'humanité. Ils n'ont pas "raison" de leur point de vue: c'est leur point de vue qui est leur tort. Sans doute ne peuvent-ils être autrement qu'ils ne sont. Mais ils peuvent ne pas être. Il est compréhensible qu'ils se défendent, mais ils défendent le vol et les privilèges, et on peut les comprendre, non leur pardonner. Celui qui est un loup pour l'homme n'est pas un homme, mais un loup. Etre bon, en ce temps où des masses gigantesques ne peuvent assurer leur légitime défense qu'en s'emparant de haute lutte des postes de commandement, c'est anéantir ceux qui rendent impossible la bonté.

BERTOLT BRECHT

Solidaire

3

9 oct. 1996

Culture



C'est en partant du pain et de la soupe qu'on montre la nécessité de la révolution

Annemie Cannaerts, responsable du travail avec les ouvriers du PTB à Bruxelles

Si on transpose la pièce de Brecht à aujourd'hui, la question qui se pose : quel parti peut actuellement aider une femme comme Pélagie à réaliser ses idéaux ? C'est clair, c'est le PTB. Mais comment ? *La Mère* nous en apprend beaucoup...

La pièce montre aussi de façon très concrète que chacun a sa place dans le parti, en faisant ce dont il se sent capable pour la révolution. A travers l'expérience de cette femme, nous voyons très clairement que vouloir changer le capitalisme, sans l'abattre, n'offre pas d'avenir aux travailleurs. La pièce toute entière est donc un plaidoyer contre le sectarisme et le réformisme.

L'histoire met en scène, et c'est clair dès le début, un groupe d'ouvriers communistes. C'est exceptionnel de voir cela aujourd'hui au théâtre ou même au cinéma. Ces ouvriers tiennent un langage tout à fait accessible (ce qui n'est pas toujours le cas au théâtre). En tant qu'ouvrier ou syndicaliste, il est facile de s'identifier à ce que l'on voit. Les personnages sont confrontés à des problèmes quotidiens de travailleurs mais ils les traitent dans une perspective communiste ayant pour but de changer la société. Les spectateurs sont donc directement interpellés sur la signification du rôle d'un parti communiste dans la lutte. De ce point de vue, le spectacle vaut largement plusieurs réunions de rencontre avec le parti.

L'idée répandue du militant communiste est bien souvent celle d'une personne courant de lutte en lutte, lançant des mots d'ordre, parfois des slogans, et faisant de la "grande politique". La pièce au contraire nous présente des gens simples, qui s'occupent de la vie quotidienne des travailleurs, qui partagent et sont solidaires. D'autre part, dans la réalité, de nombreux camarades hésitent à rejoindre nos rangs en se disant qu'ils ne sont pas assez formés, ou engagés, ou qu'ils n'ont pas beaucoup de temps. Or dans *La Mère*, ce sont de

simples travailleurs, analphabètes, qui s'engagent pour le combat. La mère s'engage petit à petit dans le parti. Au début, elle est contre la politique, elle éprouve même de la crainte. Mais lorsqu'elle va distribuer un tract, elle est confrontée à une situation nouvelle: la répression. Cela l'oblige à réfléchir, à revoir ses idées. Ce sont ses amis du parti qui l'aident à comprendre. C'est ainsi qu'elle avance petit à petit.

Au sein de notre parti, nous devons procéder à des changements en nous occupant davantage des problèmes des gens dans tous les aspects de leur vie. Nous devons également élargir le parti en donnant à chaque personne qui se propose d'aider une tâche en fonction de ses possibilités. C'est par la réalisation de ces mille petites choses que les camarades avanceront progressivement. Nous ne pourrions jamais changer le monde si nous ne sommes pas capables de permettre à chacun d'apporter sa pierre, aussi petite soit-elle, au combat pour la révolution.

La Mère de Bertolt Brecht constitue l'exemple à

suivre. Nous avons beaucoup à apprendre de cette oeuvre. La pièce combat aussi le réformisme. C'est en partant de choses très quotidiennes comme le pain et la soupe qu'on montre la nécessité de la révolution, et l'importance que le pouvoir d'Etat soit aux mains des travailleurs. Dans l'une des scènes, on discute des marais autour de l'usine qui empoisonnent la santé des travailleurs. En s'occupant de ces problèmes quotidiens, on ouvre également la voie des perspectives plus larges:

«Il nous faut non seulement le quignon, il nous faut la miche de pain elle-même. Il nous faut non seulement la place à l'usine, il nous faut toute l'usine. Et le charbon, et le minerai, et le pouvoir d'Etat.»

La façon dont la mère, partout où elle se trouve dans sa vie quotidienne, parle avec les gens, les interpelle m'a aussi frappée. Agissons-nous de la sorte dans le tram, dans une file au chômage ou à la mutuelle ? Parlons-nous aux gens autour de nous, se préoccupe-t-on assez de leurs soucis ?

La mère combat aussi le sectarisme dans la lutte concrète. Durant la grève, certains continuent à travailler à cause de leur conditions spécifiques. Alors au lieu de les traiter comme des traîtres et des jaunes, elle leur parle, écoute leurs arguments et arrive ainsi à leur montrer que c'est aussi mauvais pour eux de travailler. Elle les rallie au mouvement. Vlassova est pour l'unité du peuple et elle rassemble les forces avec beaucoup de patience et de ruse.

Voilà tout ce que peut nous apprendre *La Mère* de Brecht, et cela avec tout le plaisir de voir du bon théâtre!

Chant

Ils ont des lois et des décrets,
Ils ont des prisons et des forteresses
(Sans compter les centres sociaux !)
Ils ont des gardiens et des juges,
Très bien payés et prêts à tout.
Oui, et pourquoi ?
Croient-ils donc ainsi nous avoir ?
Avant de disparaître, et ce jour-là est proche,
Ils verront que tout ça ne leur sert plus à rien.

Ils ont des journaux et des livres
Pour nous combattre et nous réduire au silence
(Sans compter les politiciens !)
Ils ont des curés et des professeurs
Très bien payés et prêts à tout.
Oui, et pourquoi ?
Craignent-ils tant la vérité ?
Avant de disparaître, et ce jour-là est proche,
Ils verront que tout ça ne leur sert plus à rien.

Ils ont des tanks et des canons,
Des mitrailleuses, des grenades
(Sans compter même les matraques !)
Ils ont des policiers et des soldats
Très peu payés et prêts à tout.
Oui, et pourquoi ?
Ont-ils des ennemis si puissants ?
Ils croient avoir là un étai
Sur quoi s'appuyer, eux qui tombent.
Un jour, et ce jour-là est proche,
Ils verront que tout ça ne sert à rien.
Ils pourront bien alors crier: Arrêtez !
Car argent ni canon ne les protégeront plus.

Extrait de *La Mère*

Bon à renvoyer à

Solidaire Culture,

Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

Nom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Commune: _____

Tél: _____

Profession: _____

Désire réserver

.... places pour la représentation du vendredi 28 novembre à Liège

.... places pour celle du samedi 7 décembre à Bruxelles

Désire recevoir gratuitement les dossiers *Solidaire Culture*

Désire commander le N° spécial culture d' *Etudes Marxistes* (200 frs)

Désire collaborer à la réalisation des suppléments *Solidaire Culture* et/ou à la page culturelle hebdomadaire de *Solidaire*

Mise en page et illustration

Rédaction - spécialité :

Cinéma

Musique/concerts..... (genre)

Arts plastiques

Théâtre

Poésie

Agenda TV

Agenda culturel général

Nous vous proposons d'aller voir en groupe *La Mère*.

Le vendredi 28 novembre à 20h15 au Théâtre de la Place à Liège et le samedi 7 décembre à 20h15 au Théâtre National à Bruxelles. Le prix des places dépendra du nombre. (prix minimum pour Liège: 490 F adultes, 390 F étudiants et prix minimum pour Bruxelles: 300F). Réservez au moyen du bon ci-dessous.

Dans la Librairie Internationale, Bd M. Lemonnier, 171 à Bruxelles, vous pouvez acheter les pièces, poèmes et écrits de Bertolt Brecht.

Le secteur culturel du PTB prépare pour novembre 1996 un numéro spécial culture de la revue *Etudes marxistes*.

Prévu au sommaire: un texte de Clara Zetkin sur les intellectuels, un article de Jacques Delcuvelier sur Bertolt Brecht, de Lieve Franssen sur Hanns Eisler, de Michel Van Loo sur José Martí, de Roger Somville sur le réalisme, et de Med Hondo sur le cinéma en Afrique.

Commandez-le dès maintenant.

Solidaire

4

9 oct. 1996

Culture

Première nuit du film cubain

A Bruxelles le 12 octobre, dans le cadre de la journée de solidarité "Cuba Socialista"

«Un film doit éveiller la conscience. Le cinéma qui sert seulement à divertir est un luxe que le tiers-monde ne peut se permettre», déclarait le cinéaste cubain Tomás Gutiérrez Alea récemment décédé.

Jacques Kolf

Au cours de la première nuit du film cubain à Bruxelles le 12 octobre, deux classiques seront projetés : "La mort d'un bureaucrate" (1966) et "Mémoires du sous-développement" (1968). Un troisième film sera montré : "Lucia" de Humberto Solas.

"La mort d'un bureaucrate" raconte l'histoire d'un jeune homme qui veut mettre en ordre la pension de sa tante après la mort de son oncle. Il lui manque un certain nombre de documents et la demande de pension échappe, dès lors, à la procédure normale. La difficulté pour obtenir les papiers manquants entraîne d'inimaginables complications bureaucratiques. Avec un humour mordant et des dizaines de références et hommages aux grands humoristes comme Buster Keaton, Harold Lloyd, Laurel et Hardy, Alea met en scène un Cubain timide qui, lassé de la bureaucratie, prend finalement son sort en main.

"La mort d'un bureaucrate" (85 minutes) est sorti en 1966, au moment où Cuba menait une campagne contre un bureaucratisme qui minait la société socialiste. Des cadres dirigeants se réfugiaient derrière des règlements pour fuir leurs responsabilités. Dans les entreprises, la créativité parfois chaotique des premières années avait laissé la place à des structures rigides qui minaient le dynamisme et la rentabilité. La

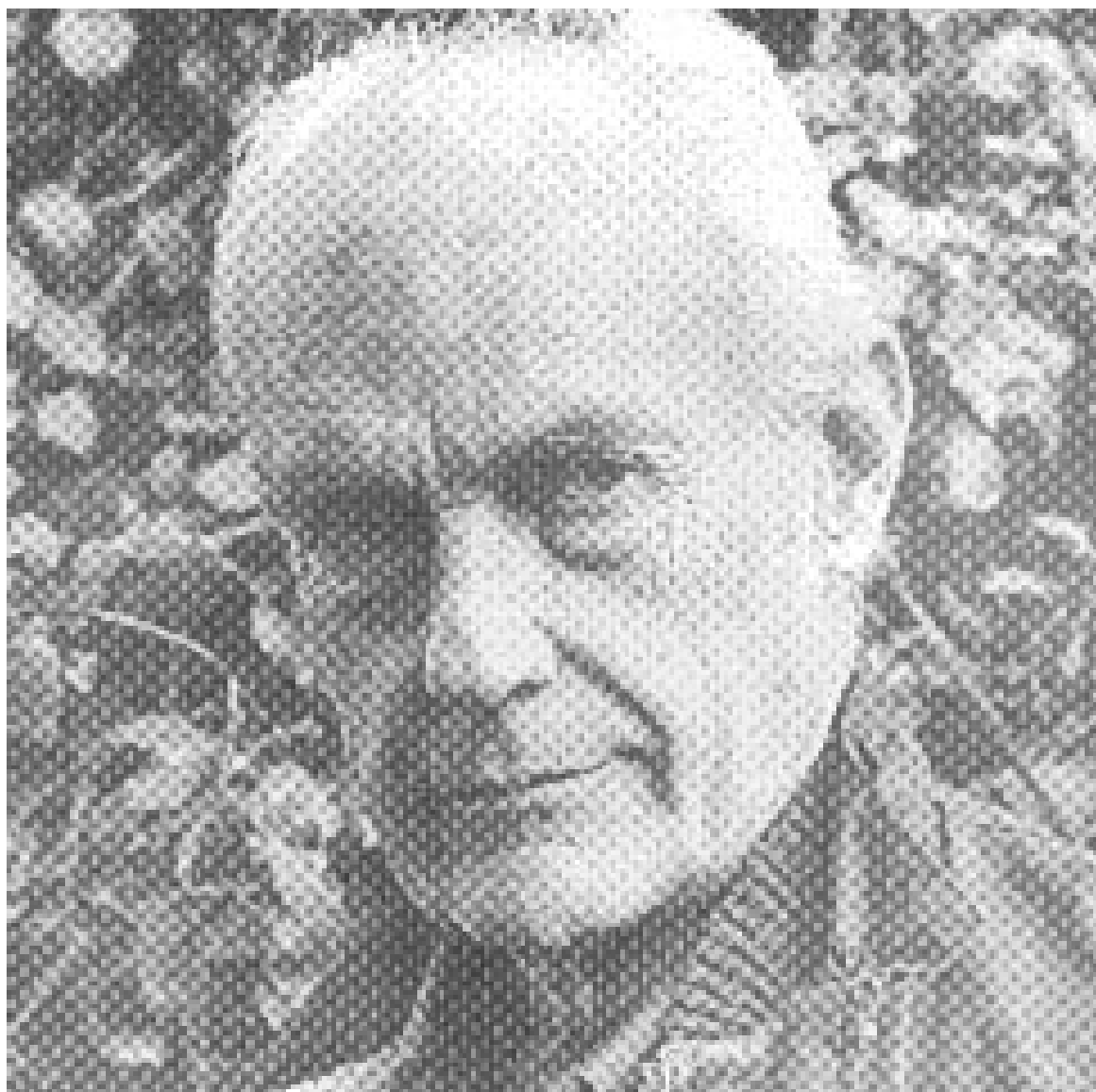
direction révolutionnaire du pays a lancé une campagne pour encourager tous les Cubains à se sentir concernés par la production et à prendre leur avenir en main.

"Mémoires du sous-développement"

Dans le deuxième film, "Mémoires du sous-développement", Sergio, un bourgeois cubain, est surpris par la révolution. Il ne la comprend pas. Sa famille a quitté le pays, mais il a décidé de rester. Il touche une rente de l'Etat pour ses biens confisqués et tente de vivre sans déranger la révolution et sans être, lui-même, bouleversé par la révolution.

Avec des images d'archives, des insertions, des bandes sonores et des documents, Alea démontre que Sergio va à contresens des faits historiques. La combinaison unique de la fiction et du matériel historique met en image cette contradiction : Sergio, le bourgeois qui vit dans le passé et la nouvelle réalité du socialisme en construction.

"Mémoires du sous-développement" (90 min.), sorti en 1968, dresse un portrait subtil mais acerbe d'une classe bourgeoise qui peut tout au plus comprendre et saisir la nouvelle réalité révolutionnaire, mais qui ne parvient pas à s'y engager. En 1968, un certain nombre d'intellectuels cubains renommés (écrivains et cinéastes) ont tourné le dos à la révolution.



Le cinéaste cubain Tomás Gutiérrez Alea. Deux de ses classiques seront projetés lors de la première nuit du film cubain.

Un large débat sur le rôle des intellectuels et des artistes s'est ouvert : sont-ils des spectateurs en retrait qui forment des commentaires ou des personnes concernées et actives qui s'engagent ? Alea, qui a trouvé sa place d'intellectuel dans la révolution, dénonce dans ce film toute tentative de compromis ou de réformisme.

Il condamne sans merci le système qui prévalait sous le dictateur Batista, mais aussi toute la classe bourgeoise qui a gardé sa morale et sa culture.

"Lucia", trois histoires d'amour

"Lucia" (160 min.) est un peu plus

récent : 1970. C'est l'oeuvre de Humberto Solas. Il raconte trois histoires d'amour à trois moments importants de l'histoire de Cuba. En 1895, le frère de Lucia lutte contre le colonisateur espagnol. Lucia tombe amoureuse d'un Espagnol qui rejoint, avec elle, la résistance. Le travail de sape des espions et des traîtres vont entraîner la destruction de ce groupe de résistants.

En 1933, la jeune Lucia, fille d'une famille aisée, aime un révolutionnaire. Le dictateur Machado est renversé, mais la bourgeoisie tente de récupérer cette victoire.

En 1961, Lucia, une paysanne, suit un cycle d'alphabétisation dans le nouveau Cuba révolutionnaire. Son mari, un militant dévoué, s'y

oppose. Son machisme fait petit à petit place à la compréhension.

Solas n'est pas obsédé par l'histoire, telle qu'elle est racontée dans les manuels. Mais, à travers ces trois récits amoureux, il veut montrer au spectateur l'impact du temps et l'évolution sur la pensée des acteurs. Les problèmes non résolus en 1895 ont reçu une réponse en 1933. Et les difficultés de cette histoire ont rendu indispensable une suite en 1961.

La première nuit du film cubain s'inscrit dans le cadre de la journée de solidarité d'Initiative Cuba Socialista, dont le programme figure sur cette page. Tous les films seront projetés en espagnol et sous-titrés dans les deux langues (Fr/Nl).

Initiative Cuba Socialista le 12 octobre à l'ULB

- 13h : stands, bar.
- 14h : programme pour enfants.
- 14-15h30. Mayda Alvarez Suarez, membre de la direction nationale de la Fédération des femmes cubaines (FMC), directrice du Centre de recherche de psychologie et de sociologie du ministère des Sciences, Technologie et Environnement.
- 14-15h30. Nouvelle politique économique à Cuba. Avec Marc Van Camp, journaliste à la BRT et Marc Vandepitte, écrivain.
- 16-17h30. Les femmes à Cuba, révolution dans la révolution, avec Mayda Alvarez Suarez.
- 18h. Meeting de clôture.
- 20-21h30. Poèmes pour le Che.

Nuit du film cubain

- 20h "La mort d'un bureaucrate" (1966 - 85 min.), de Tomás Gutiérrez Alea, réalisateur de "Fresa y Chocolate".
- 22h. "Mémoires du sous-développement" (1968 - 90 min.), de Tomás Gutiérrez Alea.
- 24h. "Lucia" (1970 - 155 min.), de Humberto Solas.

Samedi 12 octobre, ULB,

auditoire P.E.Janson, avenue P.Héger, 1050 Bruxelles.

Entrée : de 200 et 450 F en fonction du programme. Les cartes en prévente (100 F, auprès de ICS, 02/513.53.86) donnent droit à une réduction de 150 F à l'entrée. Etudiants et chômeurs : 50 F de réduction extra. Carte familiale : 1.000 F.

Le cinéma comme engagement révolutionnaire

Tomás Gutiérrez Alea a suivi une formation cinématographique au Centro Sperimentale de Rome en 1953. Il est, ensuite, rentré à Cuba et a abandonné son doctorat en droit pour se consacrer au cinéma. Très vite, il a réalisé qu'il n'y avait pas de place pour le cinéma qu'il voulait sous le régime du dictateur Batista. Il est devenu ce qu'il appelle "un révolutionnaire spontané" et a contribué en 1956 à mettre sur pied la section cinéma de l'armée des rebelles de Fidel Castro. En 1959, après la victoire de la

révolution, il est devenu un des fondateurs de l'ICIAC, l'Institut du film cubain, à la base d'un cinéma complètement nouveau à Cuba et en Amérique latine. Le cinéma devait «être novateur, politiquement engagé, national et populaire d'un bout à l'autre». «L'artiste du tiers-monde ne vit pas dans une tour d'ivoire. Il fait partie de la communauté, d'une certaine culture. Il peut être authentique seulement s'il écoute ce que les autres ont à raconter et s'il a l'oeil sur ce qui préoccupe les gens. Comment pourrait-il créer des oeuvres importantes et

durables s'il ne cherche pas à transformer le monde, sa peine et son injustice», se demande Alea.

Humberto Solas avait 14 ans lorsqu'il a rejoint, en 1956, le mouvement révolutionnaire de Castro. Il a réalisé son premier court métrage en 1961, avec l'aide de Joris Ivens qui animait à Cuba un atelier pour les jeunes cinéastes. "Lucia" est son premier long métrage et d'emblée un chef-d'oeuvre. Le film a été décrit comme le pendant cubain du film "Octobre" de Eisenstein.



Ce n'est vraiment pas le Pérou

Andreas Van Hoorn et Inge Speelmans

Le Pérou est régulièrement salué pour sa politique économique. Son président Fujimori est présenté comme élève modèle du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale. Il a déclaré qu'il mettrait fin à la lutte armée du Sentier lumineux, la guérilla du parti communiste du Pérou, au cours de l'année 1995.

Membre de la Ligue anti-impérialiste, nous avons visité ce pays, soi-disant libéré des problèmes économiques et de la résistance populaire.

Un pays en crise profonde

Des taudis érigés au milieu de l'artère principale de la capitale Lima

Nous prenons un taxi à l'aéroport pour rejoindre notre lieu de séjour. Le chauffeur que nous interrogeons sur la situation du pays, nous explique : «L'inflation est stabilisée et l'économie reprend. Mais la pauvreté augmente. Avant, il y avait trois classes sociales : les pauvres, la classe moyenne et les riches. A présent, il n'en reste que deux : une petite clique de riches et les masses de pauvres. La classe moyenne a sombré dans la pauvreté. Ce que nous gagnons suffit à peine pour nous nourrir. Nous essayons de survivre.

Fujimori privatise tout. On affirme que cela rapportera des emplois. Il y a beaucoup d'investisseurs étrangers. Certains disent qu'on est en train de vendre le pays à l'étranger, mais que c'est la seule manière de créer des emplois».

Je réponds au chauffeur que les gouvernements européens pratiquent les mêmes scénarios et que le chômage ne cesse de croître.

«Oui, ici c'est pareil», dit-il. «De nombreux travailleurs perdent leur emploi fixe au profit de contrats temporaires dans des firmes sous-traitantes. Les entreprises profitent évidemment du chômage et paient des salaires extrêmement bas. Beaucoup de gens essaient de trouver du travail à l'étranger. Je prends un raccourci pour avancer plus vite. Nous sommes obligés de rouler vite si nous voulons gagner assez. Je travaille 14 heures par jour et je tente de décrocher le maximum de



De plus en plus de monde vit dans des taudis, aux portes des usines. «Je n'avais vu un Pérou aussi désolé», dit un membre de la Ligue Anti-impérialiste.

voyages».

«Le nombre d'heures de travail n'est-il pas réglementé», demandai-je ?

«Chère Madame», me répond-il, «les syndicats n'existent plus et

personne n'ose réagir. Il n'y a pas de travail».

Plus tard, nous traversons Lima en bus. Des amas de détritus en putréfaction jonchent les rues. Les gens les fouillent minutieusement.

Des grèves armées, voilà ce qu'il faut !

Dans les montagnes, nous rencontrons Juan, un paysan qui exploite un petit lopin de terre. Juan explique : «A Lima, il y a les intermédiaires qui rachètent nos moissons et fixent les prix. Le petit paysan n'a rien à dire. Parfois, le prix qu'il obtient est inférieur à ce qu'il a investi. Un ouvrier agricole salarié touche 90 à 130 francs par jour. Avant, j'étais délégué du syndicat paysan. Mais aujourd'hui, tout cela est interdit par Fujimori.

La répression a terriblement augmenté. Chaque organisation paysanne est soupçonnée d'entretenir des liens avec la guérilla du Sentier lumineux et tous les militants sont arrêtés. Les paysans, surtout les plus

pauvres et les illettrés, ne comptent pas. Notre nouveau "représentant syndical" vient de Lima ou de Trujillo. Il n'est pas au courant de nos problèmes, mais il est payé pour son travail ! Avant, nous étions élus par les paysans et nous travaillions gratuitement».

J'avance prudemment : «Que penses-tu du Sentier lumineux, n'essaient-ils pas d'organiser les paysans ?».

«En effet, à certains endroits, ils y sont parvenus. Mais moi-même je ne connais personne de la guérilla et je n'ai jamais parlé avec l'un d'eux. Dans le passé, les grèves armées avaient beaucoup de succès, même chez nous».

des gens ont érigé des taudis sur les terres pleines au milieu de la grande avenue Carretera Central, la principale artère de la ville. D'autres habitent dans des cabanes en carton devant les entrées des usines. Une désolation que je n'avais jamais vue au Pérou.

Dans les journaux, je lis que, durant la période Fujimori (1990-1996), la dette étrangère péruvienne a augmenté de 19 à 32 milliards

de dollars. Une hausse de 67% ! Au retour, nous traversons les quartiers riches de Barranco et Miraflores. Parcs rénovés, maisons et immeubles rafraîchis. Des fleurs ornent les parterres et les rues sont nettoyées. La gloire du passé colonial revit. On a même aménagé des pistes cyclables. Le chauffeur de taxi avait raison : les riches sont plus riches et les pauvres plus pauvres.

Syndicats clandestins

Nelly habite dans un bidonville de Lima. Son mari, métallurgiste, a de la chance : cela fait vingt ans qu'il travaille dans la même usine.

«A présent», précise Nelly, «il travaille onze heures par jour, au lieu de huit auparavant. Il gagne le salaire minimum, même pas 1.800 francs par mois. Comment nous en sortirons-nous ? La situation ne cesse d'empirer. De nombreux ouvriers sont licenciés. Les syndicats sont obligés de travailler

dans la clandestinité à cause de la répression».

Mario, un employé, confirme : «Nous n'avons plus les moyens de nous défendre. Les délégués syndicaux ont été licenciés et il n'y a pratiquement plus de syndicats dans l'ensemble du pays. Ceux qui subsistent sont dans la clandestinité. Chaque forme de protestation est écrasée par la répression. Les militants syndicaux soupçonnés de liens avec le Sentier lumineux sont arrêtés».

Les chants de rue réprimés

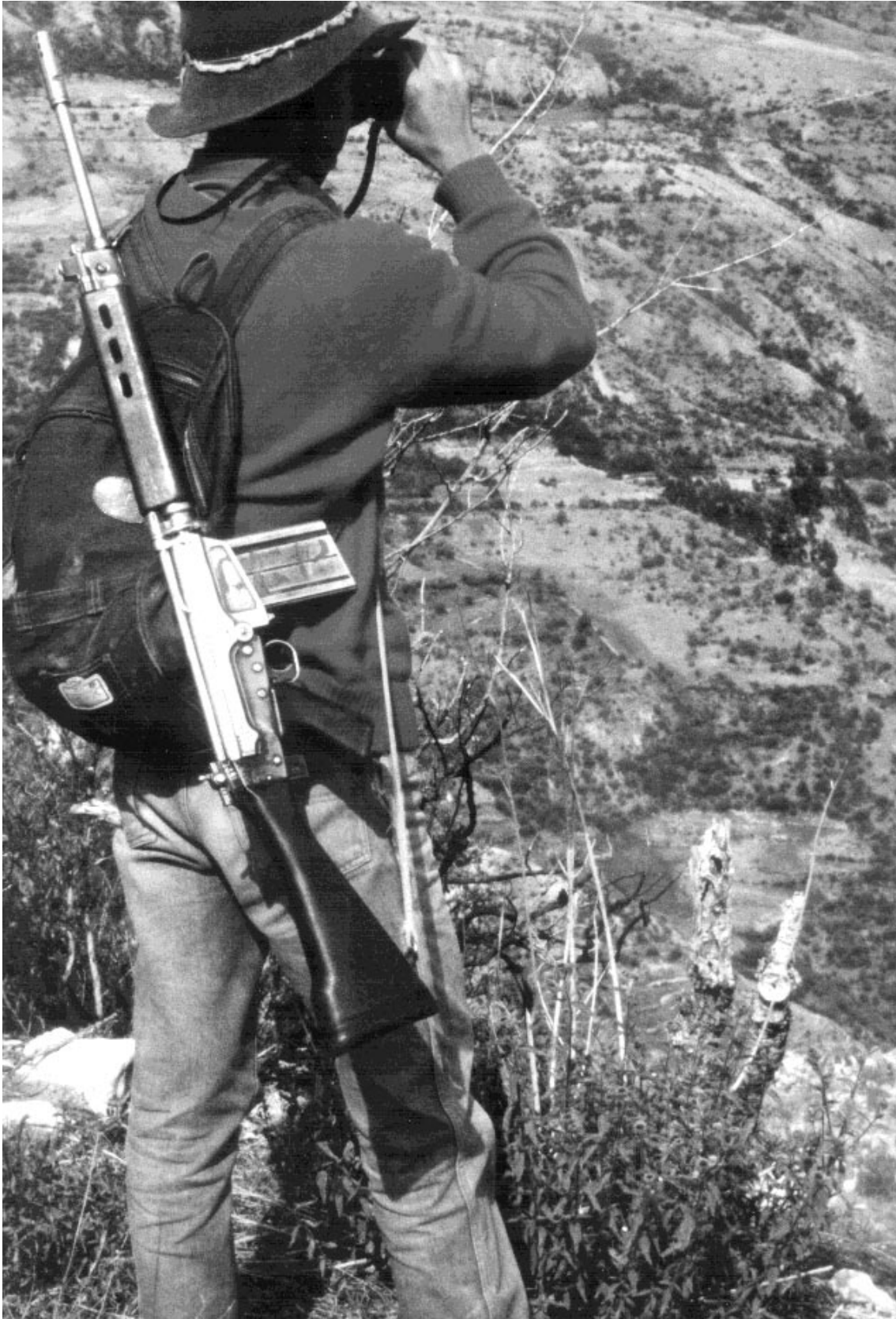
"Flor de Retama" est un chant de combat qui célèbre la lutte de Sentier lumineux. Il raconte le grand massacre de villageois, de paysans et d'étudiants perpétré par l'armée et la police sur la plaine de Huanta à la fin des années 80. C'est une chanson très populaire et bien qu'il soit dangereux de la chanter, on l'entend partout.

Un jour, nous nous promenions dans une ruelle de la capitale. Attirés par la musique d'un petit groupe de musiciens, nous nous sommes approchés. Beaucoup de monde était attroupé autour des artistes. Au moment où nous sommes arrivés, ils entamaient la

chanson "Flor de Retama". Après, l'un des musiciens nous dit : «On nous interdit de chanter ce qui est arrivé à Huanta et ceux qui sont en prison. Pourquoi nous tairions-nous ? Le peuple doit savoir ce qui est arrivé et ce qui arrive encore ! Cela appartient à notre combat et la chanson appartient à notre culture ! La vérité doit être connue».

Tout à coup, deux camions sont apparus. Une cinquantaine de policiers armés jusqu'aux dents ont débarqué. Ils ont barricadé la petite rue. Les gens ont immédiatement réagi. Ils ont applaudi les musiciens avec insistance, leur

demandant de chanter encore. Alors que les policiers nous encerclaient, les musiciens ont continué courageusement à chanter et le public à applaudir. «Ne partez pas, ne les laissez pas seuls», ont crié plusieurs personnes autour de nous. «Le peuple exprime ses idées en chantant et même ce droit nous est interdit». Sachant que le Pérou est très soucieux de son image à l'étranger, j'ai affiché ostensiblement ma présence. Après quelques moments, l'un des policiers a apparemment demandé des ordres par talkie-walkie et ils ont fini par déguerpir.



Le président Fujimori a reconnu officiellement avoir sous-estimé la guérilla du Sentier Lumineux. Même les observateurs qui annonçaient la disparition prochaine du mouvement doivent réviser leur prévision : l'organisation progresse, de plus en plus soutenue par la population.

La guérilla à l'offensive partout dans le pays

Le Sentier Lumineux frappe le centre de Lima

Fujimori a déclaré il y a un an qu'il écraserait définitivement le Sentier lumineux. Il reconnaît publiquement aujourd'hui avoir sous-estimé la guérilla du parti communiste du Pérou (PCP). Les nombreux spécialistes qui parlaient d'"actes de désespoir" de la guérilla annonçant son agonie, doivent reconnaître, eux aussi, que l'organisation se reconstruit et bénéficie du soutien croissant de la population. Les actions durant la fête nationale à Lima et dans l'Alto Huallaga ne font que confirmer cette situation.

Le 26 juillet dernier, la guérilla a attaqué la caserne centrale de la police anti-émeute, située à quelques rues du palais présidentiel dans le cœur de la capitale. Le bâtiment a été presque entièrement détruit.

Le 29 juillet, la maison du général Manuel Varela Gamarra située dans le district San Borja, également à Lima, a été dynamitée. Le PCP le considère comme un des principaux dirigeants militaires du plan anti-insurrectionnel de Fujimori. Il est l'un des principaux responsables de la répression qui frappe le peuple péruvien.

Les deux attentats ont été exécutés dans une capitale investie par les forces de l'ordre. Quelque 120.000 militaires et policiers avaient été mobilisés pour assurer l'ordre lors de la fête nationale du 27 au 29 juillet. A Huancavelica et dans l'Alto Huallaga, les actions de la guérilla ont mobilisé de 200 à 300 guérilleros.

Les attentats ont provoqué une certaine panique dans la direction de l'armée. Le général Carlos

Dominguez Solis a immédiatement été démis de sa fonction de chef de la brigade antiterroriste Dincote.

Début août, une commission de l'ONU a condamné la loi d'amnistie décrétée unilatéralement en faveur des policiers et des soldats coupables de graves violations des droits de l'homme.

Pour redorer son blason, Fujimori a déclaré qu'une «commission sera créée en vue d'examiner qui est détenu sur des présomptions de terrorisme et maintenu en prison sans preuve. Tous les innocents doivent être libérés. Les enquêtes doivent être minutieuses, car il ne s'agit pas de libérer des coupables». Il a annoncé cette mesure lors de l'ouverture... d'une nouvelle prison ! (El Comercio, 3 août 1996)

Téléphone privatisé, téléphone sinistré

La société nationale des téléphones du Pérou a été vendue à trois groupes privés étrangers : Telefonica d'Espagne, Telepoint et ITT des Etats-Unis. Les prix augmentent en flèche et les tarifs d'abonnement sont comparables à ceux de Belgacom. Telefonica et Telepoint ont installé chacun un réseau de cabines téléphoniques avec télécard, mais les cartes ne sont pas interchangeables. Les usagers sont donc obligés d'acheter des cartes selon la région ou le quartier où ils téléphonent, car les deux sociétés se sont partagés le territoire.

Telefonica assure les installations à domicile. Devant ses bureaux, les files de clients en attente s'allongent. Les commu-

nications internationales étant impossibles dans les cabines, l'employé de Telefonica à qui je demandais comment je pouvais téléphoner en Belgique n'a pas pu me répondre. «C'est toujours la même chose. Ils ramassent l'argent, mais ils ne savent rien», me disait quelqu'un en colère.

«Rien ne fonctionne depuis les privatisations, hormis les factures extrêmement élevées. Celles-là arrivent à temps. Je fais la file depuis trois jours, parce que mon téléphone a été coupé par erreur. C'est un scandale!». Evidemment, ce genre de problème ne se pose pas à la majorité des Péruviens pour qui un téléphone à domicile est un rêve inaccessible...

Salut au drapeau quotidien

L'armée et la police ont toujours été très présentes dans les rues du Pérou. Mais la situation s'est sensiblement aggravée. Les bureaux publics d'informations touristiques "Foptur" sont dorénavant desservis par des agents armés, «pour la sécurité du touriste».

A l'occasion de la fête nationale du 28 juillet, on organise des défilés de l'armée et d'écoliers. Des bambins de trois ans participent à la parade, déguisés en militaires avec une mitraillette (un jouet). Les fameuses "rondas campesinas", les milices civiles créées dans les villages pour les "protéger contre la

subversion", sont également présentes avec leurs armes. Dans l'après-midi, ces civils circulent toujours dans les rues, avec leurs armes, mais ivres morts.

La nouveauté, c'est le salut au drapeau le dimanche dans chaque ville. Les écoles sont obligées d'y participer à tour de rôle, toujours en présence de l'armée évidemment. Bea, mon amie péruvienne, est indignée : «C'est écoeurant. Pour les soins médicaux les plus élémentaires, il n'y a pas d'argent. Mais il y en a assez pour ces défilés qui font penser au fascisme durant la deuxième guerre mondiale».

«Le président apporte la misère dans cette rue»

De grandes affiches ornent les rues depuis quelques années déjà. «Le président apporte l'électricité et l'eau dans cette rue» ou «Le président soutient la construction de logements pour le peuple dans cette rue».

Les factures présentées à la population pour ces services sont extrêmement élevées. S'ils ne paient pas, ils se retrouvent en prison. Des prêts sont offerts aux gens afin de financer leur logement. Andrea est une mère célibataire. Elle a cinq enfants et habite dans un bidonville. Elle a contracté un emprunt. «J'ai obtenu un prêt pour la construc-

tion du toit, incluant le matériel et la main-d'oeuvre. J'avais déjà rassemblé des briques auparavant, par petites quantités. Mais j'étais obligée d'acheter l'ensemble, briques comprises. Le prêt court sur cinq ans. La première année, les mensualités s'élèvent à 53 dollars. En travaillant 80 heures par semaine comme femme de nettoyage dans un hôtel et avec le salaire de mon fils aîné, j'y parviendrai. L'année suivante, je devrai rembourser 106 dollars par mois. Je verrai bien. Mais après, je ne sais pas encore, cela dépendra aussi de l'inflation et du cours du dollar».

Bon d'information

Je souhaite plus d'informations sur la lutte en Amérique latine.

Nom et prénom :

Rue et numéro :

Code postal et commune :

- Je commande le dossier de Solidarité Internationale sur le Pérou (160 francs)
- Je commande le dossier sur le Mexique "Zapata Viva" (160 francs)
- Je prends un abonnement à Solidarité Internationale (750 francs/an; 650 francs pour les étudiants et les chômeurs)
- Je veux être tenu(e) au courant des activités de la LAI
 - en général
 - dans le domaine de l'Amérique latine
 - dans le domaine de.....

Bon à renvoyer à la LAI, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Vos données sont enregistrées dans notre ordinateur. Vous avez le droit de les vérifier et de les corriger en cas de nécessité.

La seule issue : la résistance armée

Pol De Vos

La totalité des biens et des services produits en 1985 dans le monde entier avait augmenté de 40 % par rapport à 1970. Mais, durant la même période, le nombre des pauvres a crû de 17 %. Les trente dernières années, le gouffre qui sépare les 20 % les plus riches des 20 % les plus pauvres a doublé. Il y a trente ans, les 20 % les plus riches étaient trente fois plus riches que les plus pauvres, aujourd'hui 61 fois. Aujourd'hui, la fortune de 358 milliardaires est supérieure au revenu annuel des 45 % les plus pauvres dans le monde.

Karl Marx a mis le doigt, il y a cent ans, sur cette concentration croissante des richesses et du pouvoir en faveur d'une petite minorité et l'accumulation de la pauvreté et du sous-développement pour la grande majorité. Dans son analyse, il a démontré qu'il est propre au capitalisme et à l'économie de marché de créer et de reproduire ces inégalités. Marx a également montré que c'est le rôle de l'Etat capitaliste de sauvegarder par tous les moyens ce système d'exploitation et, au besoin, de réprimer par la violence toute résistance sérieuse. Dans le tiers-monde, cette exploitation impérialiste signifie une guerre ininterrompue, entraînant chaque jour la mort de milliers de victimes. C'est pour se défendre contre ce massacre continu que des organisations révolutionnaires prennent les armes. Face à cette guerre d'usure que l'impérialisme mène depuis des siècles contre le tiers monde, il est nécessaire de développer une lutte de libération de longue durée, capable d'impliquer toute la population. Cela nécessite une combinaison de la lutte militaire et non militaire, ouverte et clandestine, légale et illégale, dans les campagnes et dans les villes.

La Ligue anti-impérialiste développe en Belgique la solidarité avec cette guerre populaire. Dans le tiers-monde, les contradictions sont plus aiguës que chez nous. La polarisation met mieux en lumière qui défend quels intérêts. La combativité des populations du tiers-monde peut nous encourager à mener nous aussi un combat plus conséquent contre l'exploitation. La solidarité avec le tiers-monde est liée à un engagement radical dans la lutte dans nos pays du Nord contre ce même impérialisme et ces mêmes structures d'exploitation.



Che Guevara : «La violence n'est pas le propre des exploités, les exploités peuvent aussi l'employer, et plus encore, à un moment déterminé, ils doivent y avoir recours.»

Terreur pour l'or noir

Colombie : BP collabore avec l'armée et les escadrons de la mort

Les multinationales ne s'occupent pas de politique ? Ce n'est assurément pas l'expérience des firmes pétrolières en Colombie. British Petroleum (BP) finance les militaires pour briser, par des assassinats, la résistance armée des paysans.

Pol De Vos

British Petroleum (BP) exploite dans la province de Casanare, à l'est de la Colombie, l'un des plus grands champs pétroliers du monde. Un rapport d'organisations humanitaires a démontré que BP entretient des liens avec les militaires, les services secrets et les escadrons de la mort. Il accuse BP de transmettre aux services secrets colombiens des photos et des vidéos sur les habitants et leurs actions de protestation. On sait que les services secrets organisent des escadrons de la mort et paient des tueurs à gage pour assassiner des dirigeants syndicaux, des militants des organisations humanitaires et des dirigeants paysans (1).

Ainsi, dans la région d'El Morro, la répression a commencé en 1994. Des centaines de paysans et leurs familles avaient bloqué avec des rochers les routes d'accès aux zones d'exploitation de BP. Ils protestaient contre la multinationale pétrolière britannique accusée d'avoir endommagé leurs cultures. BP avait également refusé d'améliorer la route reliant les villages d'El Morro à la petite ville de Yopal.

Les militaires et des bandes armées exercent depuis une véritable terreur dans les villages.

Le gouvernement craint des actions de la guérilla

Les cinq mille soldats de la 16ème brigade sont chargés de la protection de BP, contre des actions de la population ou de la guérilla. L'Ejército de Liberación Nacional (Armée de libération nationale, ELN), l'une des trois guérillas regroupées dans la "Coordinación Guerrillera Simon Bolivar" (CGSB), a été créée en 1965 par Camilo Torres, un prêtre révolutionnaire qui avait étudié à Louvain. L'ELN travaille sur quarante fronts dans les villes et les montagnes. Elle est le plus solidement implantée dans la région pétrolière d'Arauca, voisine de celle de Casanare (1) : L'ELN lève des "impôts" auprès des multinationales pour financer la lutte armée et répondre aux besoins de la population. La



Parade de l'armée dans les rues. Ces troupes, et plus particulièrement la 16ème brigade et les escadrons de la mort, sont financés par la multinationale pétrolière BP pour écraser la résistance populaire dans le sang.

Colombie : 12.000 guérilleros

A la fin août, l'Armée révolutionnaire de Colombie (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia, FARC) et l'Armée de libération nationale (Ejército de Liberación Nacional, ELN) ont lancé une offensive importante contre l'appareil répressif de l'Etat. Les attaques, qui ont surpris le gouvernement, se sont déroulées dans 11 des 33 départements. Dans la capitale Bogota, la guérilla a également attaqué des bâtiments pu-

blics, ainsi que des casernes de l'armée et de la police. 70 soldats au moins ont été tués. La guérilla aurait perdu 25 hommes (1). Dans un discours à l'occasion de l'ouverture de la "semaine de la paix", le président colombien Samper a lancé un appel à la négociation. Mais le "comandante" Juan Antonio Rojas de la FARC a répondu que cette offensive était une réponse à la terreur croissante de l'Etat. Les organisations de la guérilla se renforcent à nouveau rapi-

dement. Selon une commission gouvernementale, le nombre des combattants a augmenté entre 1991 et 1994 de 7.700 à 10.500 (dont 7.000 appartiennent à la FARC et 2.700 à l'ELN). Durant la même période, le nombre des fronts de la guérilla a augmenté de 80 à 105. Aujourd'hui, la guérilla compterait environ 12.000 combattants. (2)

1. La Jornada (Mexique), 1er septembre 1996. (2) De Standard, 2 août 1996.

16ème brigade a pour mission d'éviter coûte que coûte que l'ELN n'étende ses activités à la région de Casanare. Celle-ci a été déclarée "zone rouge" selon la stratégie contre-insurrectionnelle classique : l'armée va tenter d'y empêcher, par la répression et la terreur, tout soutien de la population à la guérilla. Les moindres protestations de la population contre les activités de BP sont dès lors considérées comme "subversives".

De l'argent pour la répression

Une enquête sur les relations

financières de BP avec les militaires a démontré que l'entreprise finance la 16ème brigade via un "impôt de guerre" imposé par le gouvernement. Cet impôt s'élève à 1 dollar par baril. Toutes les multinationales présentes dans la région paient cet impôt "en échange de la protection de l'armée". Jusqu'à présent, BP a déboursé quelque 75 millions de francs belges. Si la production pétrolière atteint le niveau prévu, cette taxe passera à plus de trois millions par jour fournie à l'armée colombienne (2).

BP a réagi avec colère à ces révélations : «BP et ses parte-

naires profitent évidemment de la production croissante de pétrole, mais plus de 80% du bénéfice revient au gouvernement colombien. Malheureusement, les sociétés pétrolières présentes en Colombie ont besoin de la protection de la police et de l'armée. A défaut, les travailleurs seraient exposés à des risques graves. Il est normal que BP et l'armée aient des contacts afin d'assurer la protection de nos installations» (3).

1. Scotland on Sunday, 9 juin 1996. 2. Sunday Express, 7 juillet 1996. 3. Noticias n° 47, août 1996.

Elsine, le bouffon de l'Occident

La revue Etudes Marxistes analyse l'ex-Union soviétique de 1991 à 1996

La revue Etudes Marxistes de septembre 1996 est intégralement consacrée à l'analyse des événements survenus en ex-Union Soviétique. Elle brosse un tableau impressionnant du déroulement de la contre-révolution politique et économique entre 1991 et 1996.

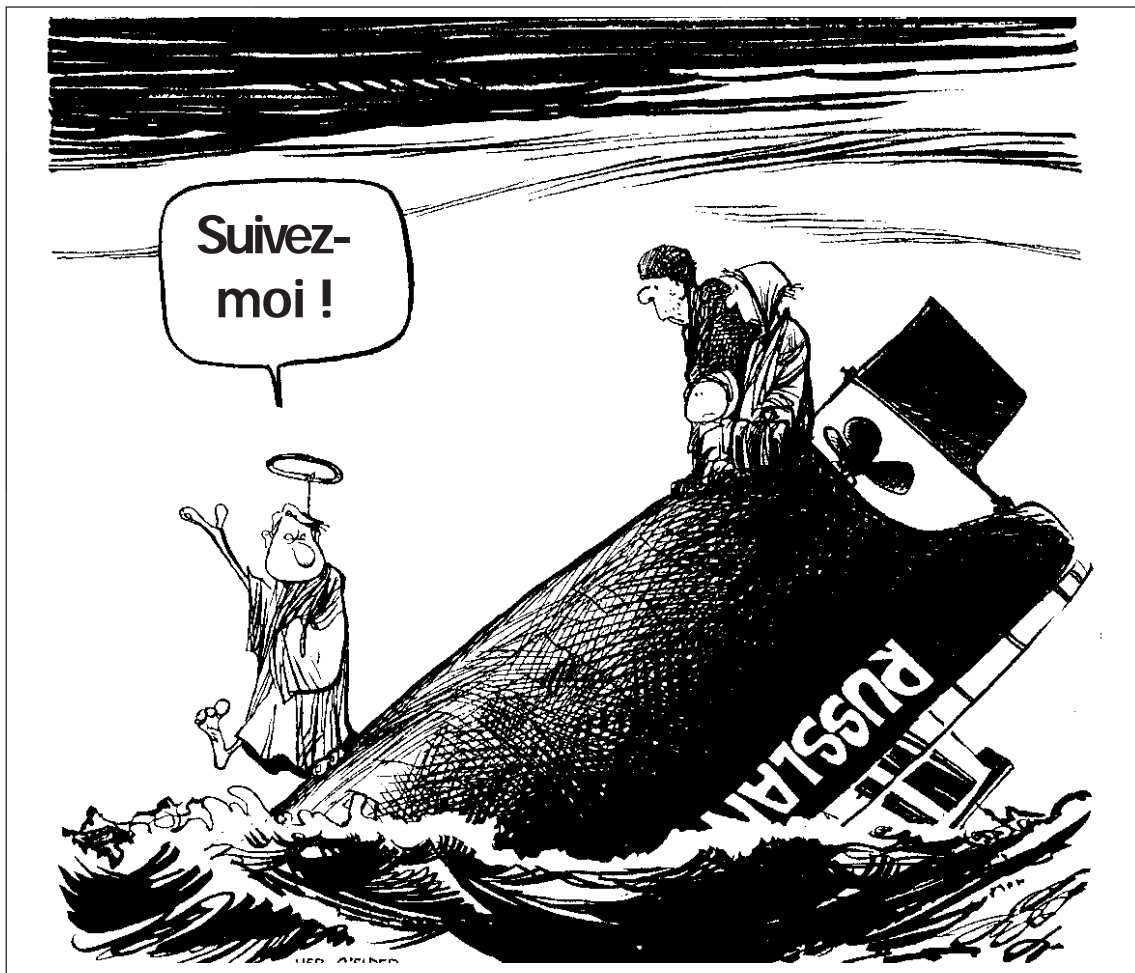
Lucien Materne

Le numéro d'Etudes Marxistes consacré à la Russie est essentiel pour comprendre le monde d'aujourd'hui. A ceux qui s'opposent à la montée du fascisme, au démantèlement de l'emploi, au démontage de la sécurité social, à la dégradation de l'enseignement, il montre les véritables dimensions du combat anticapitaliste. Le coup d'État d'Elsine, le 21 août 1991, est au centre de l'analyse réalisée par la revue. De lui découlent les destructions, les crimes et les horreurs qui marquent tout le règne d'Elsine entre 1991 et 1996. L'analyse du coup d'État d'Elsine, publiée par Ludo Martens en septembre 1991, contient déjà tous les éléments qui permettent de comprendre la suite de l'histoire. L'attaque terroriste lancée par Eltsine contre son propre parlement, le 4 octobre 1993, a coûté la vie à plus de 1.000 personnes. La privatisation a offert aux "managers" et aux bureaucrates, pour trois fois rien, des entreprises valant des dizaines de milliards de dollars. Les élections "démocratiques" de 1996 ont été remportées par Eltsine, ce cadavre virtuel, grâce à l'assistance de spécialistes américains et aux milliards de dollars offerts par l'Occident. La guerre criminelle en Tchétchénie oppose deux groupes réactionnaires, celui d'Elsine et celui de Doudaev. Tous ces événements cruciaux sont décrits et analysés en détail dans la revue. Ludo Martens et Jef Bossuyt montrent que lors de son coup d'État d'août 1991, Eltsine avait déjà regroupé les forces de la mafia, de la CIA et des séparatistes d'extrême droite. Son adversaire Ianaïev exprimait les intérêts du capitalisme industriel, organisé et opérant dans toute l'Union soviétique. On lira avec intérêt les interventions musclées de Thatcher, de Bush et de Mitterrand, soutenant à fond la prise du

pouvoir par Eltsine. Son coup d'État anticommuniste est un des grands événements qui marquent notre siècle. Lors de tels événements, toutes les forces politiques révèlent leur véritable nature.

Aux côtés d'Elsine...

La coalition anticommuniste Thatcher-Bush-Mitterrand-Elsine a reçu non seulement le soutien des écologistes, mais l'appui de Pierre Beauvois et de Louis Van Geyt du défunt Parti communiste belge. Beauvois et Van Geyt ont dénoncé «la faction de militaires et de conservateurs qui a tenté de s'emparer du pouvoir» et affirmé que Gorbatchev et Eltsine incarnaient «le profond désir de changement et de liberté» ! Seul le trotskiste Mandel les a dépassés dans la déchéance politique. A tous les tournants de l'histoire, les trotskistes possèdent l'art de couvrir la contre-révolution avec des phrases "de gauche". «Il fallait sans hésiter lutter aux côtés



Le coup d'État d'Elsine, le 21 août 1991, a provoqué les destructions, les crimes et les horreurs qui marquent tout son règne de 1991 à 1996. (Dessin : Klassekampen)

d'Elsine, déclare Mandel. Le développement de l'auto-organisation, du pluralisme politique et

de la totale liberté d'expression sont les seules garanties d'une démocratie.» Les faits rapportés

par la revue font ressortir le caractère nauséabond de cette démagogie.

URSS : toutes les questions que vous vous posez...

Voici un bref aperçu de la table des matières du numéro d'Etudes marxistes.

1991. L'Union soviétique éclate, Bush mène la danse.

- Le coup d'Etat d'opérette.
- Le coup d'Etat professionnel d'Elsine.
- L'alliance Eltsine-CIA.
- Au nom de la démocratie : la faim, la dictature et la guerre civile.

1993. Catastrophe hallucinante.

- La destruction d'une puissance industrielle.
- Bandicratie et tutelle américaine.

- Entre deux coups d'Etat, la dictature d'Elsine.
- Des réalignements pour de nouveaux affrontements.
- Un renouveau communiste ?
- **1996. Elections bouffonnes dans un pays ravagé : l'Occident fait élire un cadavre virtuel.**
- Comment s'est constitué le capitalisme monopoliste d'Etat en Russie.
- Le capitalisme en Russie provoque destruction et génocide.
- En quatre ans, une augmentation de 1,7 million de morts en Russie.
- Eltsine : comment élire démocratiquement un dictateur.

- Des agents américains dirigent la campagne d'Elsine.
- Les nouveaux riches déboursent 500 millions de dollars.
- Fraude : les services secrets comptent les voix.
- Ziouganov au service du nouveau capitalisme russe.
- L'Otan : préparatifs de guerre contre la Russie.

Nina Andreeva sur la guerre en Tchétchénie.

- La guerre en Tchétchénie ou l'affrontement entre deux contre-révolutions.
- La désintégration de l'armée russe.

- Le véritable enjeu de la guerre tchétchène.
- A propos de la déportation des Tchétchènes en 1944.

Vous pouvez commander ce numéro d'Etudes Marxistes en versant 220 FB (40 FF) au compte 001-2433847-96, INEM, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. (Frais d'envoi compris)

Autres pays : Utilisez un mandat international au profit du compte 000-1666959-14, Solidaire, Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles, Belgique.

L'hiver sera rude. Soutenez les Palestiniens...



Les chars israéliens encerclent toutes les villes palestiniennes. Ils s'enterrent pour passer l'hiver. Ces éléments en disent long sur le "processus de paix". Les "territoires autonomes" ressemblent à des prisons. Le docteur Jadallah, de l'Union des Comités des soins de santé déclare : «La situation est très dangereuse pour notre peuple. Les Israéliens décrivent la situation comme une guerre et dans une guerre tout est permis. Ils autorisent les pires brutalités.» A nouveau des martyrs tombent chaque jour dans les territoires occupés et à nouveau, le peuple se soulève, descend dans la rue, jette

des pierres... Le Fonds de soutien Tiers Monde a établi depuis longtemps des liens d'amitié avec différentes organisations médicales palestiniennes qui avaient organisé un réseau de soins durant l'Intifadah. Ils ont aujourd'hui besoin de notre soutien pour l'aide médicale urgente aux victimes. Aidez les Palestiniens à traverser ce rude hiver. Votre soutien est le bienvenu sur le compte du Fonds de soutien. Mieux encore : donnez un ordre permanent en faveur du Fonds pour la Palestine afin d'assurer une aide permanente à la lutte des Palestiniens.

Bon de solidarité Palestine

Nom : _____ Prénom : _____
 Rue : _____ N° : _____
 Code postal : _____ Commune : _____
 N° de compte : _____

Je soussigné, donne par la présente ordre à mon organisme financier de verser, le de chaque mois, la somme de au compte 001-0451780-30, du Fonds de soutien Tiers Monde, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles, avec mention : Fonds pour la Palestine. Je me réserve le droit d'interrompre à tout moment cet ordre permanent par simple courrier adressé à mon organisme financier. Cet ordre doit être effectué à partir du / / 199..
 Date et signature

Renvoyer : Fonds Tiers Monde, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.



L'autonomie des hautes écoles flamandes en pratique

Ann Cole

Le 8 octobre, les hautes écoles francophones descendront en masse dans les rues de Charleroi. Contre des fusions telles qu'on les applique tambour battant en Flandre. Par la grâce du décret Hobu (Hobu : enseignement supérieur non universitaire) de Van den Bossche, 160 écoles ont fusionné en septembre 1995 pour ne plus former que 29 hautes écoles flamandes.

Depuis janvier 1996, l'enveloppe de financement est entrée en vigueur. Quels dégâts ont provoqué, dans la pratique, les beaux mots de "responsabilisation, autonomie, relèvement de la qualité, enveloppe de financement" du décret Hobu ?

Free-lance pour les enseignants licenciés

Le gouvernement impose des règles qui, toutes, impliquent des économies. L'autonomie des hautes écoles porte sur la mise en oeuvre de ces règles. En d'autres termes : le sale boulot, comme le licenciement du personnel, ne doit plus être réalisé par le ministre mais par la haute école elle-même.

Enveloppe bloquée et réduite

Le budget global de toutes les hautes écoles pour les prochaines années est fixé, par décret, à 16,6 milliards. Cette enveloppe globale est indexée annuellement, mais sans tenir compte de l'augmentation du nombre d'étudiants. Chaque haute école reçoit une enveloppe pour financer de manière "autonome" toutes ses dépenses de personnel et de fonctionnement. Cette somme est insuffisante pour payer toutes les fonctions accessoires.

Dans les hautes écoles autonomes (ancien enseignement d'Etat), l'enveloppe se réduit d'année en année. Celle de la Haute école d'Anvers va diminuer de 96 millions en quatre ans, soit de 6,5 %.



A l'ouverture solennelle de l'année académique de la Haute école d'Anvers, les trois syndicats de l'enseignement ont distribué un tract commun. «Il n'y a rien à ouvrir solennellement», ont-ils dit, «200 millions d'économie, un enseignement plus cher, un sponsoring qui mène à la privatisation, 120 membres du personnel licenciés...»

Pour contraindre les hautes écoles à réduire leur personnel, le décret Hobu établit que les frais de personnel ne peuvent représenter

que 80 % de l'enveloppe. Aujourd'hui, la plupart des hautes écoles consacrent environ 90 % aux frais de personnel. En d'autres

termes, le personnel temporaire est licencié.

Une autre règle précise que le maximum de personnel nommé est fixé à 64 %. Suite au licenciement des temporaires, on est automatiquement au-dessus de la barre.

Licenciement massif de personnel

Dans presque toutes les hautes écoles, le personnel a diminué, même parfois de manière draconienne. Ainsi, la Haute école Karel de Grote a liquidé 16 fonctions à temps plein (36 membres du personnel), la Haute école provinciale du Limbourg 25 fonctions à temps plein, la Haute école flamande autonome du Limbourg 5, et la Haute école catholique du Limbourg 32. A la Haute école catholique de Campine, 32 fonctions à temps plein (sur 500) ont disparu. Là, on a fait appel à un bureau out placement pour aider

les enseignants licenciés à retrouver du travail.

La Haute école d'Anvers pratique une opération d'assainissement implacable : 200 millions sur un budget de 1.480 millions, soit un assainissement de 13 % ! Elle veut ainsi réduire ses frais de personnel de 93,6 % à 82,6 % en deux ans. Cela signifie une réduction de 148 fonctions à plein temps sur 850. C'est surtout le personnel temporaire qui fait les frais de l'opération.

Travail sans cesse plus flexible

Les enseignants partant à la pension ou recourant au désengagement ne sont pas remplacés. Tout le personnel administratif et technique ayant moins de 15 ans d'ancienneté est licencié. Le personnel statutaire est désengagé. Certains profs sont réengagés comme contractuels ou comme professeurs "free-lance" : ils sont payés par heure prestée, sans rémunération pour les périodes de vacances, de maladie ou de pension.

Les prestations sont accrues. Il faut être "disponible" 38 heures par semaine mais le nombre d'heures de cours hebdomadaires diffère d'une haute école à l'autre et même au sein d'une même haute école. Par ailleurs, l'enseignant peut être obligé d'assumer des tâches pédagogiques, administratives et de surveillance n'importe où dans la haute école. Les professeurs des branches artistiques doivent donner 60 % de cours en plus.

Etudiant dupé

Le nombre d'heures de cours par semaine est fortement réduit : dans certains cas de 36 à 28 heures semaine, ce qui devrait stimuler "l'étude personnelle" des étudiants. C'est en fait tout simplement une manière d'économiser du personnel. En même temps, les étudiants sont concentrés dans des groupes de 70 à 150. Comment encore parler d'enseignement de qualité ? L'étudiant sera dupé.

S'il n'y a plus d'argent dans l'enveloppe...

- Il n'y a pas d'argent pour les augmentations de salaire bienales du personnel, prévues statutairement. Pour pouvoir les payer, la haute école doit licencier proportionnellement autant de temporaires.
- La haute école ne reçoit pas d'argent supplémentaire pour le remplacement en cas de maladie. Elle doit elle-même constituer une réserve sur base de l'enveloppe. C'est pourquoi les absences temporaires ne sont plus remplacées, mais doivent être rattrapées plus tard.

- Chaque haute école a mis en place une administration centrale pour les tâches administratives et de gestion qui relevaient autrefois des autorités, ce qui absorbe de 7 à 10 % de l'enveloppe.
- La haute école reçoit de nouvelles missions : recherche scientifique appliquée, le service social, l'internationalisation et le contrôle interne de la qualité. A payer... dans le cadre de l'enveloppe.
- De nombreux bâtiments, surtout ceux de l'ancien réseau d'enseignement communautaire, sont en mauvais état. A la Haute école

d'Anvers, les bâtiments de neuf des onze départements ne répondent pas aux normes de sécurité. La section mode de l'Académie occupe un bâtiment quitté autrefois par la ville pour cause de délabrement. L'Etat, ancien propriétaire, a refusé pendant des années d'exécuter des travaux de rénovation. La haute école doit maintenant assurer elle-même l'entretien et les réparations. L'assurance de ces bâtiments doit être couverte par cette même enveloppe bloquée.



Pour le MML, le mouvement étudiant du PTB, le ministre Luc Van den Bossche est responsable. A Anvers, le MML a appelé les étudiants à ne pas participer à l'ouverture de l'année académique. Il leur a proposé de coller une enveloppe sur une grande photo de Van den Bossche : retour à l'expéditeur !

Kredietbank : les écoles sont des entreprises

Van den Bossche veut une culture d'entreprise

La Kredietbank estime qu'«une école doit être administrée comme une entreprise.» (1) Les commissaires gouvernementaux (contrôleurs de Van den Bossche auprès des hautes écoles) répètent en chœur : «Nous devons passer d'une culture d'enseignement à une culture d'entreprise.»

«La vitesse du changement défie toute imagination. Les systèmes d'enseignement ne s'adaptent pas assez rapidement à la révolution technologique qui se déroule sous nos yeux», écrit la Table ronde européenne (les principaux industriels européens). (2) Les écoles doivent donc s'engager dans la lutte concurrentielle. Elles ne doivent dispenser aux jeunes que les qualifications dont les entreprises ont besoin. Grâce à l'autonomie, les hautes écoles peuvent s'adapter plus vite aux besoins du monde des entreprises. Mais l'enveloppe serrée les pousse aussi dans les bras de l'industrie. Pour renouveler leur équipement, les hautes écoles font de plus en plus appel à l'industrie. Elles invitent le monde de l'entreprise à siéger dans

leurs organes d'administration. A la Haute école d'Anvers, Patrick Blondé du Groupement des Intérêts portuaires et un représentant du secteur du diamant siègent au conseil d'administration. A la Haute école Karel de Grote, on retrouve Mieke Offeciers, administrateur délégué du patronat flamand (VEV). Les patrons constituent souvent la majorité des membres du jury pour l'appréciation de l'épreuve intégrée d'un étudiant. Il s'agit d'un travail de fin d'étude qui, dans de nombreuses spécialisations, a un poids décisif dans les examens finaux. Ainsi, le patronat décide qui réussit.

L'industrie injecte de l'argent à condition que les formations correspondent mieux à ses besoins directs. C'est elle qui va déterminer combien d'étudiants vont étudier dans quelles branches, car elle n'a pas besoin de tant de diplômés de l'enseignement supérieur non universitaire. Seule la loi économique du marché décidera. On cite la KUL-Leuven comme exemple à suivre : 40 % de ses moyens proviennent d'un financement

externe. Les pros sont jugés sur leur capacité d'attirer des fonds.

L'escroc Begemann sponsorise le Studio H. Teirlinck

Le Koninklijke Begemann Group (Groupe Royal Begemann, S.A.) a offert 10 millions à l'école de théâtre Studio Herman Teirlinck, menacée de fermeture parce que son budget avait été rabaissé de 30 %. Le groupe néerlandais Begemann a jadis racheté le chantier naval Boelwerf de Tamise. Quelques années plus tard, le chantier faisait faillite et 2.000 ouvriers se retrouvaient sur le pavé. Entre-temps, les terrains avaient été séparés de l'entreprise, et restèrent donc en dehors de la faillite. Begemann a ainsi pu escroquer l'Etat de centaines de millions. Et cet escroc se préoccuperait soudain de la qualité de l'enseignement artistique...

(1) KB Weekberichten, mars 1994.
(2) ERT, juin 1995.

Enseignement démocratique = refinancement

Les réformes de l'enseignement supérieur visent à des économies structurelles qui sabordent l'emploi et les droits statutaires du personnel, à privatiser l'enseignement supérieur, et à rendre l'enseignement encore plus élitiste et dépendant du monde de l'entreprise. Celui qui veut lutter pour un enseignement démocratique doit donc se battre pour plus de moyens et exiger un refinancement : 100 milliards supplémentaires par an pour tout l'enseignement. On se retrouvera alors au niveau du début des années 80 (6,9 % du Produit National Brut). Cela, il faut l'arracher aux autorités fédérales. Pour y parvenir, l'unité

du front de l'enseignement est nécessaire, du nord au sud. La Flandre ne peut pas empêcher le délabrement de l'enseignement si elle ne suit pas l'exemple de la lutte à Bruxelles et en Wallonie. Les syndicats sont devant un choix : subir le démantèlement de l'enseignement ou en exiger le refinancement.

La CGSP-enseignement flamand a déclaré, lors de son congrès statutaire du 2 au 4 mai à Anvers : «L'enseignement n'est pas trop cher dans notre pays. Au contraire. Avec 5 % des richesses créées au niveau national, notre pays recule progressivement à la fin du peloton européen. L'enseignement est un

investissement dans les générations à venir. Un meilleur financement est donc nécessaire et urgent. Il faut réduire la charge de la dette de la Belgique, mais pas par de nouvelles économies sur les dépenses sociales, ni par une limitation et une "maîtrise" des dépenses de l'enseignement, mais notamment par l'introduction d'un impôt sur la fortune et d'un impôt unique sur les grandes fortunes. La CGSP-enseignement (flamand) continue à soutenir sans faiblir les collègues francophones dans leur opposition à la politique inacceptable d'assainissement et exige, avec eux, un meilleur financement au nord et au sud.»

Qui peut encore payer ?

La formation de danse en trois ans, à Lier, comptait encore septante étudiants. Les économies vont entraîner le départ de certains enseignants. En première année, l'école n'a plus admis que... neuf étudiants. Outre Lier, il n'y a qu'une seule autre école supérieure de danse en Flandre, l'école privée Anna Theresa de Keersmaecker, où le minerval s'élève à 100.000 francs par an ! La Fédération de l'enseignement catholique exige que les

écoles supérieures qui lui sont affiliées demandent le minerval maximum (18.000 franc), ce que refusent certaines hautes écoles. L'enseignement supérieur sera-t-il lui aussi un privilège réservé à une élite sociale ?

Les hautes écoles ne reçoivent que 3.000 francs pour les équipements sociaux (9.000 francs pour un étudiant universitaire), ce qui laisse peu d'espace pour proposer, par exemple, des repas bon marché.

Moins de campus ? Kot obligatoire !

A la Haute école d'Anvers, le Campus Deurne (formations de type court régendat technique, sciences commerciales et industrielles) a été fermé. Même scénario pour le régendat de Lier. Les campus de Turnhout et Lier vont être démantelés. La Haute école se retire dans les grands centres d'Anvers et de Malines.

Les étudiants sont de ce fait presque obligés de louer un kot, ce qui est souvent trop cher pour les parents moins favorisés. Pour un étudiant, la vie en ville est plus excitante, non ? Du moins s'il a de l'argent...

Selon Van den Bossche, cette

opération de fusion n'est que la première étape. Il y a encore trop de formations similaires en Flandre. En 1998, il y aura un plan de rationalisation de toute l'offre et une répartition des formations entre les différentes hautes écoles et universités flamandes.

Tout cela est préparé par l'ancien recteur Dillemans. Les formations moins fréquentées disparaîtront. Celui qui souhaite suivre une certaine formation doit être prêt à aller la suivre à l'autre bout du pays. Et il n'est pas question de subsides pour le transport public, comme aux Pays-Bas...

Plus haut, plus bas...

L'accord gouvernemental flamand stipule : «Pour les autres niveaux d'enseignement, le gouvernement flamand poursuivra dans la voie, adoptée dans l'enseignement supérieur, vers plus d'autonomie et de responsabilité pour les institutions d'enseignement.»

Les élèves et les enseignants du

secondaire et du primaire peuvent s'attendre à la même catastrophe.

En février, les profs du supérieur ont participé aux manifestations du secondaire : «Luttez maintenant, disaient-ils, empêchez que le plan Van den Bossche soit voté. Après, ce sera beaucoup plus difficile.»

...nord, sud

Dans l'enseignement supérieur francophone, le nouveau décret sur les écoles supérieures de Grafé est en vigueur depuis le 1er septembre 1996. On dirait une copie du décret de Van den Bossche. Flandre, Bruxelles et Wallonie sont dans le même bateau. La communautarisation de l'enseignement (qui rend les communautés responsables de l'enseignement, et non plus le

gouvernement national) n'avait pas du tout pour objectif de "mieux adapter la politique en matière d'enseignement aux besoins spécifiques de chaque communauté", en dépit de toute la démagogie déployée. La communautarisation a contraint les communautés à économiser en permanence. Ce carcan budgétaire a été imposé par la loi de financement de 1989.

Que proposons-nous ?

1. Retrait de tous les décrets de Van den Bossche et Grafé.
2. Refinancement fédéral de l'enseignement. 6,9 % du PNB comme en 1981, c'est-à-dire 100 milliards de plus par an.
3. Maintien de tous les emplois. Maintien du statut des enseignants et du personnel techni-

que et administratif.

4. Accès libre à l'enseignement. Enseignement entièrement gratuit.
5. Enseignement démocratique au service du peuple. Non à l'emprise du patronat sur l'enseignement. Non à l'autonomie et au financement par enveloppe.

A la veille de la manifestation nationale du 28 février à Bruxelles, les syndicats des enseignants décidaient de créer un groupe de travail commun : «pour réfléchir ensemble à l'avenir et au financement de l'enseignement. Il est absolument nécessaire que chaque communauté dispose de moyens suffisants à plus long terme et donc qu'elle mette des moyens à la disposition de l'enseignement, ce

qui permettra de définir une politique d'enseignement convenable.» (1)

Où en est le groupe de travail annoncé ? Qui en prend l'initiative ?

1. G. Vansweevelt, CGSP-enseignement, conférence de presse commune, 27 février 1996.

EN ACTION

Lénine formel : Guevara n'est pas le premier

La récupération du Che n'est pas une première. En 1917, Lénine dénonçait déjà les tentatives de la bourgeoisie de récupérer... Karl Marx. Lénine : «Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche,... Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur

nom d'une certaine auréole afin de "consoler" les classes opprimées et de les mystifier; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son contenu, on l'avilit et on émousse le tranchant révolutionnaire». Cette citation est extraite de "L'Etat et la révolution", une des oeuvres majeures de Lénine. Ce qui prouve que ce livre reste d'actualité ! Vous pouvez le commander au secrétariat de Rebelle (125 F)

Les Simpson censurés par Albert Frère

Les Simpson ont été retirés de la programmation de Club RTL. La chaîne contrôlée par "le patron qui se fait 15 millions par jour" trouve-t-elle la série trop subversive ? Des pétitions ont été lancées un peu partout. Elles

demandent évidemment de reprogrammer les Simpson. Des centaines de signatures ont déjà été récoltées ! Vous pouvez commander des exemplaires de la pétition chez Rebelle.

Explosive carte de membre, le Che, ton parrain !



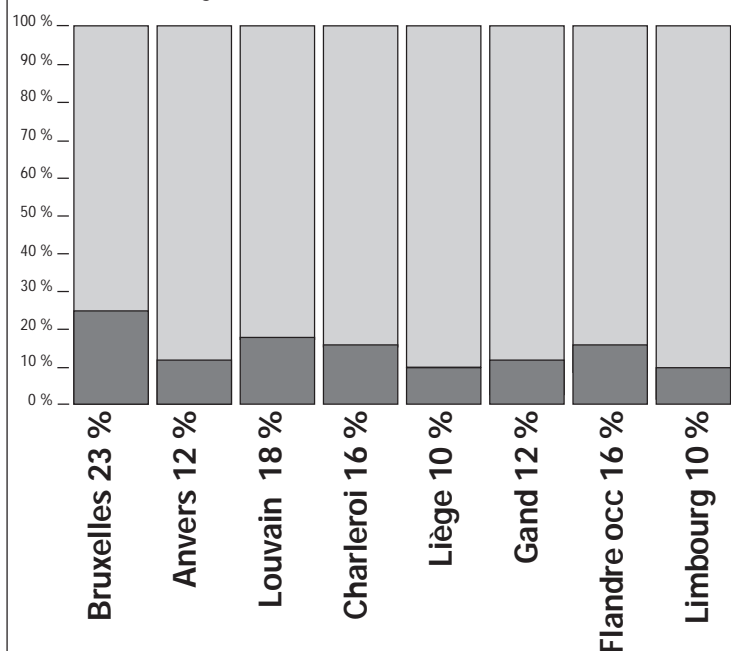
Membre de Rebelle
Lidvan Rodé Jougé
1996 - 1997

Che Guevara disait : «L'argile fondamentale de notre oeuvre est la jeunesse. Nous y déposons tous nos espoirs et nous la préparons à prendre le drapeau de nos mains.»

Comme le Che, Rebelle accorde une importance fondamentale à la jeunesse. Le Che se devait donc

d'être notre parrain d'honneur. Oui, nous sommes les partisans de l'an 2000. Le Che est mort il y a 29 ans mais ses idées survivent. Le communisme est une idée neuve ! En hommage au Che et à l'ensemble du peuple cubain : faites péter les graphiques, devenez membre de Rebelle !

Nombre de membres de Rebelle depuis la rentrée (en % des objectifs)



"Si tu ne peux tuer le Che, récupère-le"

Du mauvais usage d'une tête rebelle

Vingt-neuf ans après sa mort, le guérillero argentin est aujourd'hui mis à toutes les sauces : des montres Swatch à une marque de bière, en passant par une carte pour la légalisation du shit. C'est sûr, le Che a une tête qui se vend bien. Mais si la bourgeoisie essaie d'en faire un vulgaire objet commercial, c'est aussi pour essayer de gommer les idées communistes qui l'animaient.

Gilles Martin

Le Che vit toujours. Bien sûr, il a été assassiné le 9 octobre 1967 dans la guérilla en Bolivie. Mais si la CIA a pu tuer l'homme, rien ni personne ne pourra tuer ses idées. Alors, une nouvelle bataille se livre, une guérilla des cerveaux. La bourgeoisie ne parvenant pas à tuer le Che dans la tête des gens, elle tente de le récupérer. Cette technique n'est pas nouvelle, Lénine l'a dénonçait déjà au début du siècle (voir encadré).

Désormais, le Che est donc devenu une image qui marche bien dans le business. Une marque de bière a repris son effigie en Allemagne et sa photo figure sur une montre Swatch.

La bourgeoisie voudrait transformer Che Guevara en produit de marketing rapportant de grosses liasses de dollars. Face à ces campagnes commerciales, les communistes doivent saisir l'opportunité de présenter sa réelle identité. Ernesto Guevara, dit le "Che", est né en 1928 en Argentine. A 23 ans, il s'embarque avec un ami dans un voyage en moto à travers toute l'Amérique Latine(1). Sept mois et dix mille kilomètres de voyage. La pauvreté, l'exploitation, l'arrogance des impérialistes américains qu'il rencontre le marquent pour la vie et lui imposent un choix. Il décide que son avenir sera politique : «Quoiqu'il arrive, je participerai à la prochaine révolte armée !» En 1955, Ernesto entre en contact avec Fidel Castro, un révolutionnaire cubain en exil. Ce dernier lui propose de faire partie de l'expédition qui doit libérer Cuba de la dictature. Le Che accepte et se retrouve dans la guérilla cubaine, au milieu de la Sierra Maestra. Faisant preuve d'un courage exemplaire et d'un talent de guerrier exceptionnel, il devient vite un personnage incontournable de la guérilla. Le 7 janvier 1959, Fidel et le Che entrent dans la Havane avec le peuple en arme. Cuba entre dans son ère socialiste. Et Guevara



devient... ministre de l'Economie ! En 1965, il décide avec courage de repartir mener la guérilla au Congo, puis, l'année suivante, en Bolivie. Il y sera abattu de sang froid par un homme de la CIA en 1967, alors qu'il était blessé et fait prisonnier. Che Guevara a consacré sa vie à la lutte pour libérer les peuples de la terre. Il n'était ni trotskiste ni anarchiste (2), il était *communiste* ! Ne laissons pas Swatch ou une marque de bière faire du Che un vulgaire produit commercial.

1. Le journal tenu par le Che et son ami durant ce voyage est disponible chez Rebelle, 171 Bd Lemonnier, 1000 Bruxelles. Il s'intitule "Latino Americana : journal de voyage" (917 F).

2. Vous pouvez commander des textes du Che à ce propos. (40 F).



Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Complot contre MED-tv

Lors de l'action de la gendarmerie contre les organisations kurdes le 18 septembre, une série de personnes ont été arrêtées. Nous sommes encore cinq en prison. Lorsque nous avons comparu devant la chambre du conseil, il est apparu clairement qu'il n'existait aucun élément pour nous accuser. Pourtant, on nous maintient en prison depuis quinze jours déjà. Les bureaux de notre entreprise Roy S.A., qui fait fonction de maison de production pour MED-tv, sont scellés pour quinze jours. Les arrestations et les perquisitions sont une provocation et un complot visant à tuer la voix d'un peuple. Des truands, des assassins et des trafiquants de drogue jouissent de certaines protections. Mais contre les Kurdes, tout est permis. Toute opposition en Turquie doit être paralysée. A cause du pouvoir, des armes et des intérêts économiques, les droits de l'homme, la liberté d'expression doivent céder le pas et la torture et les escadrons de la mort sont permis. La Justice n'est même pas parvenue à trouver dans mon dossier le mandat d'arrêt à mon nom. Alors les gendarmes fabriqueront de faux témoignages et de fausses accusations. Le consul de Turquie et le MIT (service secret turc) les aideront sans aucun doute. Une telle action contre VT4, VTM ou Videohouse serait impensable. Lorsque l'Iran condamne Salman Rushdie à mort, la communauté internationale s'indigne, car il s'agit d'une violation de la liberté de presse et de la liberté d'expression. Aujourd'hui une chaîne télévisée qui s'adresse à un peuple de 35 millions de personnes fait l'objet de provocations et d'un complot. Où est la communauté internationale ? Il s'agissait manifestement d'une opération dans le cadre de l'Otan. Pendant la dernière crise

kurde, les Etats-Unis ont payé 3.000 mercenaires dans la région kurde d'Irak. Ceux-ci ont pu traverser librement la Turquie pour se rendre aux Etats-Unis. La Turquie a accepté, à condition que les Etats-Unis s'occupent de l'élimination de MED-tv. Cet arrangement a été négocié entre le premier ministre turc Tansu Çiller et le diplomate américain Holbrooke. Les journaux turcs ont écrit que les Etats-Unis ont promis de prendre l'affaire à coeur.

Agbaba Haydar Prison de Forest

Ecrivez une lettre ou un message de solidarité aux collaborateurs de l'entreprise Roy emprisonnés. Adressez-les à Haydar Agbaba, Prison de Forest, cellule 1041, Avenue de la Jonction 52, 1190 Bruxelles, qui transmettra votre message à ses collègues arrêtés.

Message du Brésil : ne sacrifiez plus 1 F

Il y a cinq ans, l'usine chimique où je travaille a été rachetée par un géant allemand de la chimie. Syndicalistes, nous avons rapidement noué des contacts avec des syndicalistes progressistes de la maison-mère. Depuis, nous nous rencontrons deux à trois fois par an. Lors de l'une de ces rencontres, nous avons fait la connaissance de syndicalistes brésiliens appartenant au même groupe. Ils nous ont fait un récit éloquent. Les produits chimiques interdits en Europe sont produits et utilisés en masse dans leur pays. Conséquences : dégradation de l'environnement et absence totale de mesures de sécurité. Ils touchent un salaire de 10.000 francs par mois, ce qui est beaucoup au Brésil. Ils nous ont transmis le message suivant : « Arrêtez d'accepter des réductions salariales. Si vous sacrifiez un franc de votre salaire, nos patrons nous prennent deux francs sous prétexte que leur avantage concurrentiel a diminué. Peut-être pouvez-vous encore supporter des sacrifices salariaux.

Pour nous, c'est un drame ! On ne peut mieux illustrer la folie de la logique concurrentielle, cette spirale sans fin..

Un ouvrier du secteur chimique

Suspension du Dr. Lieve Dehaes : révoltant

Il est révoltant de voir que le Lieve Dehaes, médecin de la Maison médicale du PTB à Seraing, a été suspendue pour avoir répondu à une enquête sur les laboratoires médicaux.

Où est le mal ? Le peuple n'a-t-il pas le droit d'être informé de ce genre de choses ? Une condamnation pour erreur médicale serait logique et acceptable, mais ici, c'est une honte !

De plus, cela peut entraîner des conséquences néfastes pour les patients (changement de médecin, mauvaise réputation...). Est-il normal que des dix-neuf médecins ayant participé à l'enquête, elle seule ait été condamnée ? Pourquoi deux poids, deux mesures ? Il devrait exister beaucoup de gens comme elle, ça changerait des hypocrites et des menteurs ! Attaquez-vous à ceux qui devraient l'être et laissez une honnête femme continuer son travail !

M. D.
Seraing

Un goût de vacances à la SNCB ?

Faisant partie du dépôt des contrôleurs de train de la gare de Liège Guillemins, je veux démentir l'adage : « Le train, déjà un goût de vacances ». En effet, sur les 105 agents de notre dépôt, seuls 8% obtiennent des vacances d'une à trois semaines entre le 15 juin et le 15 septembre. Ces vacances ne sont octroyées qu'une fois tous les trois ans, à cause d'un effectif déficitaire. Un moyen simple pour obtenir un

jour de congé pendant cette période est de permuter son service avec un collègue. Hélas, ce genre d'arrangement entre agents est formellement interdit par notre hiérarchie liégeoise et puni très sévèrement. Cela ne se passe ainsi que dans notre catégorie et seulement à Liège Guillemins. De plus, nos "chefs" nous poussent à la délation, estimant qu'il est de notre devoir de signaler tout manquement au règlement de la part de nos collègues. Bonjour l'ambiance...

Il est plus que temps que l'aspect humain prenne le pas sur l'application bornée d'un règlement. Si c'est ça l'avant-goût de la réorganisation de la SNCB en gares-régions...

Un chef-garde
de Liège Guillemins

Enseignant au Burkina Faso

J'ai fort apprécié le contenu très objectif de *Solidaire*. Vraiment, c'est le journal de la vérité, le genre de presse qu'il faut pour les peuples opprimés du tiers monde. Mes collègues se le sont arrachés. Est-il possible de nous envoyer des numéros de temps à autre ? *Solidaire* éveille rapidement la conscience et donne envie d'entreprendre quelque chose. D'ailleurs *Solidaire* n'a fait que fortifier mon combat pour le bien-

être des enfants. Or, à l'heure actuelle, nous assistons à un délabrement sans fin de la situation sociale de nos enfants. La faim et la pauvreté ne sont pas une fatalité. Ce sont deux conséquences de la domination des peuples voulue et orchestrée par les pays riches. Les guerres, les famines, la haine ne sont pas l'apanage des pauvres. S'il y a des individus ou des organisations qui veulent soutenir notre cause, n'hésitez pas à défendre leur légitimité. Vous connaissez bien le rôle négatif des multinationales chez vous ! Pillage de nos richesses, incitation à la haine tribale, corruption des hommes au pouvoir, etc. Je suis un fervent syndicaliste enseignant de mon pays. Solidaire peut-il nous trouver des partenaires ?

Un enseignant
Burkina Faso

Note de la rédaction : si vous menez un combat pour la cause des enfants, si vous luttez pour un enseignement démocratique, la rédaction peut vous mettre en contact avec ce lecteur burkinabé. Si vous voulez lui payer un abonnement (750 F pour trois mois ou 2.750 F pour un an), versez votre contribution sur le compte de Solidaire Promotion 001-0728997-21, avec la mention "abonnement tiers monde". "Contact et Cultures" organisera en juillet-août 1997 un voyage culturel et social au Burkina. Contactez Solidaire.

Camp des Pionniers

• Pour tous les enfants de plus de six ans
Camp à Ravels-Poppel (Limbourg)
Du samedi 26 au mardi 29 octobre
Prix : 1.200 F
• Pour les Pionniers nés entre 1982 et 1983
Camp d'aventure à Hamoir (prov. de Liège)
Du samedi 26 au lundi 28 octobre inclus
Prix : 2.000 F

Votre inscription est effective dès que votre versement est enregistré sur le compte 068-0872840-61 des Pionniers. Mentionnez sur le versement votre nom et votre date de naissance. Si vous avez 18 ans ou plus, vous pouvez participer au camp comme moniteur, cuisinier, soignant, aide technique... Infos : Pionniers, Pieter Tackstraat 28, 9160 Lokeren. Tél. : 09/349.38.61.

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du « droit d'ingérence ». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (04)264 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (04)228 09 49 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (04)337 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gp.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

L'école sacrifiée sur l'autel de la crise capitaliste

Nico Hirtt : «La communautarisation a été un truc génial pour imposer des économies»

Comment expliquer les réformes actuelles dans l'enseignement, en Flandre comme en Communauté française ? Est-ce seulement une question d'économies budgétaires ? Solidaire s'est entretenu avec Nico Hirtt, auteur de *L'école sacrifiée* (1).

Propos recueillis par Tom Demeyer

Le thème de votre livre est la démocratisation de l'enseignement. Quel contenu lui donnez-vous ?

Nico Hirtt. C'est bien plus que le simple "droit à l'enseignement" qui n'est que formel. L'enseignement ne sera démocratique que le jour où tous les enfants, quelle que soit leur origine sociale, auront effectivement accès aux mêmes savoirs. C'est à la fois le refus de la sélection sociale et le refus des filières d'enseignement hiérarchisées.

Dans la brochure "Réussir l'école" diffusée par le ministère, la dimension sociale de l'échec scolaire est totalement passée sous silence et la notion d'échec scolaire est réduite à celle de redoublement.

Mais n'a-t-on pas connu une certaine démocratisation durant les années 50 à 70 ?

Nico Hirtt. Pas au sens où je viens de la définir. Il y a eu une massification. Le taux de scolarisation des jeunes de 17 ans, par exemple, est passé de 42 % en 1956 à 81 % en 1978. Cela correspondait aux attentes des milieux patronaux. La forte croissance économique et le dévelop-

pement technologique nécessitaient en effet une élévation générale des niveaux de formation des travailleurs.

Mais en même temps, ces années furent celles du développement de l'échec scolaire dans le secondaire. La sélection, effectuée jadis à l'entrée de l'école s'est déplacée dans l'école. Les enfants du peuple, qui accédaient enfin à l'enseignement secondaire, ont été orientés massivement vers les filières techniques et professionnelles. L'école s'est ouverte, mais elle est restée toujours inégale.

Et maintenant, même cette maigre démocratisation, ils veulent la balayer !

A cause de la dette de l'Etat et de Maastricht ?

Nico Hirtt. Pas seulement. La filiation est trop nette entre la politique éducative francophone ou flamande et les innombrables rapports et recommandations sur l'enseignement qui émanent de la Table Ronde des Industriels européens, de l'OCDE ou, plus près de nous, de la Kredietbank, du Vlaams Economisch Verbond ou de l'Union Wallonne des Entreprises. Tous ces milieux patronaux dictent, depuis six à sept ans, une politique éducative globale et cohérente. Fondamentalement, il s'agit d'adapter l'enseignement au contexte d'une crise économique profonde.

Mais la crise, ce n'est pas nouveau...

Nico Hirtt. Ce qui est nouveau, c'est la prise de conscience qu'on n'est pas prêt d'en sortir. Même si la Belgique parvient à ramener son déficit à 3 % du PIB, il ne faut pas espérer de marge de manoeuvre avant 2015 si on veut réduire la dette à 60 %. Personne n'imagine qu'on va renouer à court terme avec une période de forte croissance qui permettrait de réinvestir d'importants moyens dans les



Nico Hirtt, auteur de *L'école sacrifiée* : «La Belgique est le seul pays au monde où les pouvoirs publics sont parvenus à inscrire dans une loi la réduction progressive des moyens alloués à l'enseignement.»

services publics, dont l'enseignement. Dans les années 80, on a déjà pratiqué une politique de restriction douloureuse. Les dépenses d'éducation avaient chuté de 25 % par rapport au PNB. Mais à l'époque on espérait encore que, selon la formule chère à Wilfried Martens, "la sortie du tunnel était proche". Aujourd'hui on sait que cette sortie n'est pas en vue.

Dès lors, il s'agit cette fois d'imaginer des économies structurelles. Et là, on a trouvé un truc génial : la communautarisation de l'enseignement. La Belgique est le seul pays au monde où les pouvoirs publics sont parvenus à inscrire dans une loi la réduction progressive des moyens alloués à l'enseignement (en % du PIB); qui plus est, dans une loi que l'on a pris soin de rendre politiquement inamovible en excitant à souhait les sentiments nationalistes.

Certains affirment que le PS se serait fait berner par le CVP lors de la négociation de cette loi de financement...

Nico Hirtt. C'est ridicule. Le PS a agi en parfaite connaissance de

cause. Aujourd'hui, il est bien content de pouvoir se réfugier derrière cette pseudo-"contrainte externe" pour manier la hache.

Mais vous disiez qu'il n'y avait pas que l'austérité...

Nico Hirtt. J'y arrive. Une crise économique profonde et de longue durée, cela veut dire aussi que les guerres concurrentielles entre entreprises, pays et continents, vont s'exacerber. Dans ce contexte, le patronat réclame que l'enseignement s'adapte plus étroitement et plus rapidement à ses attentes. Dans ses 40 propositions pédagogiques, Mme Onkelinx répond favorablement à ce souhait. Elle veut que l'enseignement technique et professionnel soit réorganisé suivant les directives de la Commission Communautaire des Professions et des Qualifications (où siègent les patrons, ndlr.). «L'enjeu est simple, dit la ministre, demain, les employeurs sauront clairement que tel diplôme technique ou professionnel correspond à telles ou telles compétences. C'est l'expression forte d'un consensus entre le monde de l'entreprise et

celui de l'éducation et de la formation.» Bref, dans l'enseignement qu'on nous prépare, il risque de ne plus y avoir de place que pour l'instrumentalisation des savoirs au service de la compétition économique.

N'existe-t-il pas une contradiction entre la réduction des dépenses et un enseignement performant pour la lutte concurrentielle ?

Nico Hirtt. Absolument ! C'est la contradiction principale de la bourgeoisie dans sa politique éducative. Et pour la résoudre, elle veut un enseignement plus sélectif. Davantage de "qualité" (au sens où l'entend le patronat !), mais moins de "quantité".

Cela, elle peut se le permettre grâce à l'évolution du marché de l'emploi. Le taux de chômage important et le développement des "petits boulots" ont pour conséquence qu'une haute formation pour ces un à deux millions de travailleurs serait un gaspillage. Du moins aux yeux des capitalistes.

D'où le numerus clausus. D'où un financement des Hautes Ecoles qui ne dépend plus du nombre d'étudiants. D'où les mesures sur les bisseurs et les trisseurs. D'où le fossé croissant entre les filières de transition et de qualification.

L'autonomie des écoles illustre parfaitement cette nouvelle politique. Primo, elle permet de réaliser des économies. Secundo, elle rend le système d'enseignement plus souple, afin qu'il s'adapte mieux aux demandes des entreprises. Tertio, elle favorise le développement inégal, dual, de l'enseignement. Demain, la sélection sera globalement renforcée : il y aura davantage d'écoles d'élite et d'écoles au rabais.

1. Nico Hirtt, *L'école sacrifiée*, Éditions EPO, Bruxelles 1996. 295 p. 698 F. Disponible à la Librairie Internationale, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. : 02/513.69.07.



Nico Hirtt
L'école sacrifiée

Bon de commande

Je commande ex du livre "L'école sacrifiée", à 698 F + frais de port. Je verserai dès réception de ma commande.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Commune : _____

Tél. : _____

A renvoyer à la Librairie Internationale, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. : 02/513.69.07.

L'école et le capital

Au chapitre 7 de *L'école sacrifiée*, vous semblez dire que le capitalisme est fondamentalement incapable de produire un enseignement démocratique.

Nico Hirtt. C'est ce que je crois, en effet. La démocratisation bute sur une contradiction fondamentale, inhérente au capitalisme et que celui-ci ne pourra jamais surmonter. Ce système a besoin de l'école pour obtenir une main-d'oeuvre toujours plus qualifiée, des consommateurs toujours plus formés, des citoyens

respectueux des institutions. Mais il a aussi besoin d'une main-d'oeuvre diversifiée et hiérarchisée afin de justifier et de rendre possible la reproduction des inégalités de revenus et de fortune, donc la reproduction des classes sociales.

Faut-il changer la société pour avoir une école démocratique ?

Nico Hirtt. Certainement. Personnellement, je crois que seule une société socialiste a réellement intérêt à produire des citoyens aussi instruits que possible. Parce que les besoins sociaux, économi-

ques et politiques poussent tous dans ce sens.

Cela ne veut pas dire qu'il faille "attendre le socialisme". L'inégalité sociale, il faut la combattre maintenant. Dans sa classe, à travers des pratiques qui permettent de contrer l'échec scolaire des enfants du peuple. Au niveau de la société, en réclamant des conditions de financement et d'organisation plus convenables. Tous ces combats peuvent rapporter des résultats. Mais surtout, ils contribuent à mettre à nu les contradictions du système.